



SONDAGE DE SUIVI BIENNAL

CTF/FCE

Janvier 2024

Méthode

- Échantillon : 2 000 Canadiennes et Canadiens adultes
- Période de collecte des données : du 15 au 24 janvier 2024
- Les données ont été pondérées en fonction de l'âge, du genre, du niveau d'instruction et de la région.
- Parce que les totaux sont arrondis, ils peuvent ne pas totaliser 100.
- La marge d'erreur pour un échantillon fondé sur les probabilités, aléatoire, comparable et de même taille est de +/-2,2 %, 19 fois sur 20.



SECTION 1 : Questions principales de suivi

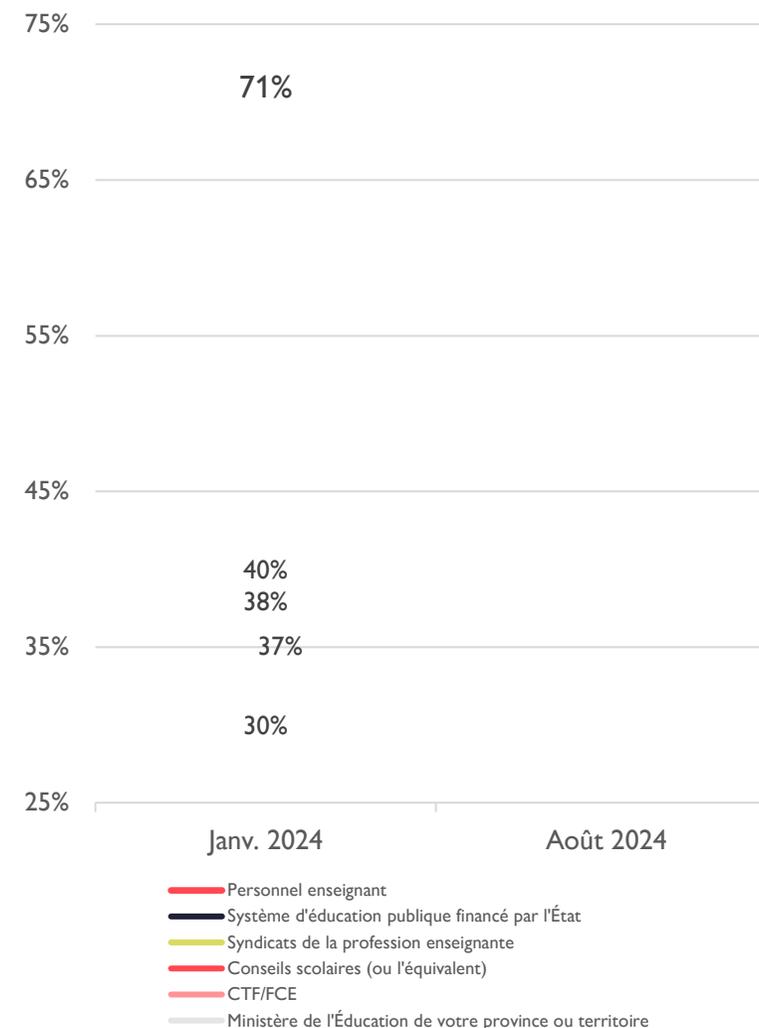
Principales conclusions

- Les membres du corps enseignant (71 %) sont appréciés du public comparés à d'autres intervenants du milieu de l'éducation. Cela dit, ce groupe jouit d'une moins bonne réputation que d'autres professions au service du public, notamment dans le domaine de la santé, comme celles des médecins et des infirmières et infirmiers. Les impressions du système d'éducation publique financé par l'État dans les différents territoires et provinces sont modérément bonnes (38 % positives).
- Il en va de même des perceptions de la qualité des systèmes d'éducation des provinces ou des territoires. À l'échelle du pays, 42 % de la population trouvent la qualité du système excellente ou bonne (seulement 6 % la trouvent excellente), 38 % la trouvent raisonnable et 20 % la trouvent mauvaise ou très mauvaise. Les impressions sont semblables dans l'ensemble du pays, mais c'est en Colombie-Britannique et à l'Île-du-Prince-Édouard qu'elles sont les plus positives.
- Dans le système d'éducation, les membres de la profession enseignante ont la meilleure réputation (71 %), alors que la CTF/FCE, les syndicats de la profession enseignante, l'éducation publique financée par l'État et les conseils scolaires (ou leurs équivalents) obtiennent des résultats semblables : une réputation modérément bonne (entre 37 et 40 % des personnes qui ont répondu au sondage ont une impression positive). Parmi les intervenants de l'éducation, les ministères et les ministres de l'Éducation sont les personnes et les organismes pour lesquels les impressions sont les moins positives.
- Au total, 37 % des personnes qui ont répondu ont une impression positive de la CTF/FCE, 33 % ont une impression neutre et 15 % estiment ne pas la connaître assez pour avoir une impression. Seulement 15 % ont une impression négative.
 - Les impressions négatives de la CTF/FCE sont plus fréquentes chez les hommes (19 %) et chez les électeurs qui votent conservateur (26 %).
- De même, lorsqu'il est question du rôle que jouent les intervenants du milieu de l'éducation dans la création d'un système d'éducation publique solide, nombreuses sont les personnes qui attribuent un rôle plus important aux membres du corps enseignant (80 %) qu'aux autres intervenants (66-74 %). Le rôle des syndicats de la profession enseignante et de la CTF/FCE est perçu comme étant réel, mais de moindre importance. Globalement, l'importance du rôle des intervenants à l'égard du système d'éducation a diminué par rapport au résultat obtenu lors de notre dernière mesure, en 2022. Nous surveillerons de près cet aspect dans notre prochain sondage.
- L'éducation continue d'être très valorisée. Les personnes sondées ont répondu par une majorité écrasante que l'éducation publique financée par l'État est importante pour notre qualité de vie (94 %) et un pilier fondamental de l'égalité (92 %). Le système d'éducation publique du Canada est vu comme l'une des plus importantes institutions publiques de notre pays (91 %) et l'une des principales dépenses des provinces et des territoires (89 %).

 Veuillez indiquer si vous avez une impression très positive, généralement positive, généralement négative ou très négative des suivants :

TABLEAU DE SUIVI

	JANVIER 2024
IMPRESSIONS	% POSITIVES
Personnel enseignant	71 %
Système d'éducation publique financé par votre province ou territoire	38 %
Gouvernement provincial	32 %
Premier ou première ministre de votre province ou territoire	28 %
Ministre de l'Éducation de votre province ou territoire	27 %
IMPRESSIONS	% POSITIVES
Syndicats de la profession enseignante	40 %
Conseils scolaires ou l'équivalent	37 %
Fédération canadienne des enseignantes et des enseignants (CTF/FCE)	37 %
Ministère de l'Éducation de votre province ou territoire	30 %



Ensemble des personnes qui ont répondu | n=2 000



Comment évaluez-vous la qualité du système d'éducation publique financé par votre province ou territoire? | Comment qualifieriez-vous le rôle de ces mêmes groupes dans la création d'un système d'éducation publique solide? | Êtes-vous en accord ou en désaccord avec les énoncés suivants?

TABLEAU DE SUIVI

	JANVIER 2024
QUALITÉ	% EXCELLENTE/BONNE
Système d'éducation publique financé par votre province ou territoire	42 %
Ontario	40 %
Québec	43 %
Colombie-Britannique	49 %
Alberta	43 %
Manitoba	38 %
Nouveau-Brunswick	37 %
Terre-Neuve-et-Labrador	40 %
Nouvelle-Écosse	29 %
Île-du-Prince-Édouard	53 %
Saskatchewan	41 %
Nord	59 %

Ensemble des personnes qui ont répondu | n=2 000



Comment évaluez-vous la qualité du système d'éducation publique financé par votre province ou territoire? | Comment qualifieriez-vous le rôle de ces mêmes groupes dans la création d'un système d'éducation publique solide?| Êtes-vous en accord ou en désaccord avec les énoncés suivants?

TABLEAU DE SUIVI

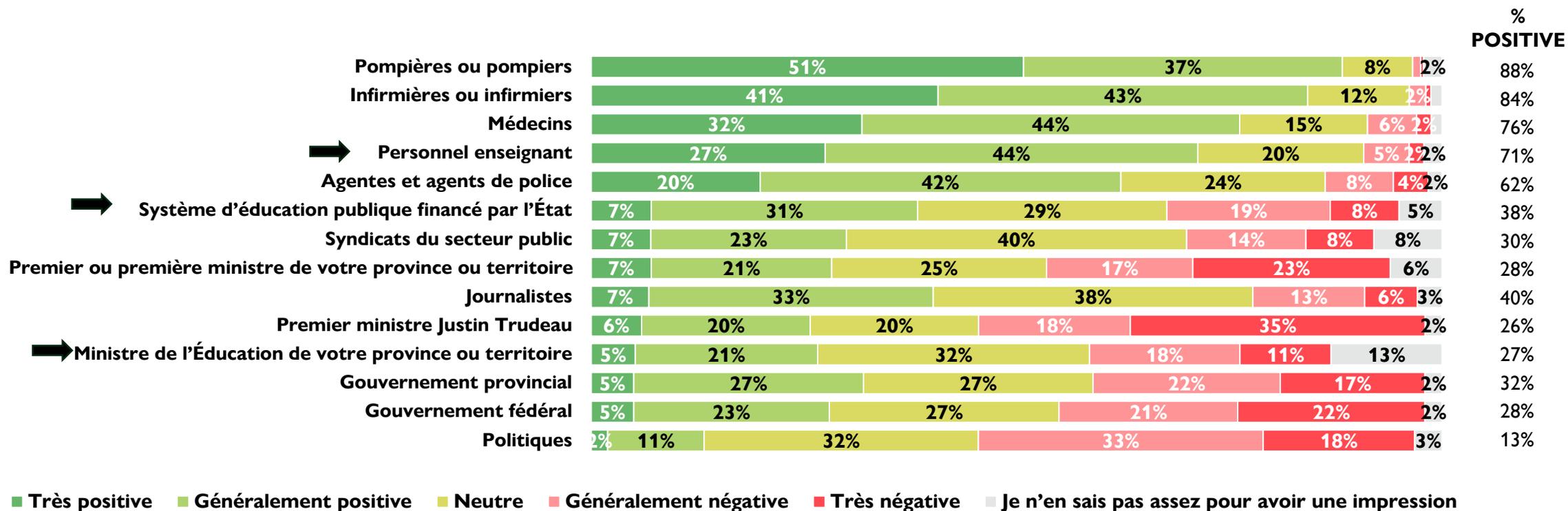
	JANVIER 2024
RÔLE DANS LA CRÉATION D'UN SYSTÈME D'ÉDUCATION PUBLIQUE SOLIDE	% RÔLE IMPORTANT/RÔLE MOYEN
Personnel enseignant	83 %
Syndicats de la profession enseignante	67 %
Conseils scolaires ou l'équivalent	74 %
Fédération canadienne des enseignantes et des enseignants (CTF/FCE)	66 %
Ministère de l'Éducation de votre province ou territoire	74 %
ÉNONCÉS	% FORTEMENT EN ACCORD OU EN ACCORD
L'éducation publique est l'une des plus importantes dépenses publiques de ma province ou de mon territoire	89 %
À mon avis, le système d'éducation publique est l'une des plus importantes institutions publiques de notre pays	91 %
L'éducation publique de grande qualité financée par l'État fait partie de l'identité canadienne	87 %
L'éducation publique de grande qualité financée par l'État est importante pour notre qualité de vie	94 %
L'éducation publique est un pilier fondamental de l'égalité	92 %

Ensemble des personnes qui ont répondu | n=2 000



Veillez indiquer si vous avez une impression :

Impressions : système d'éducation, intervenants bien vus des pairs



En comparaison des impressions à l'égard d'autres professions du secteur public, les impressions concernant les membres du corps enseignant ne sont plus aussi bonnes qu'elles étaient, bien que rares soient les personnes qui voient les enseignantes et enseignants d'un œil négatif. Ce corps professionnel continue d'exercer l'impression la plus favorable par rapport aux gouvernements et aux politiques.

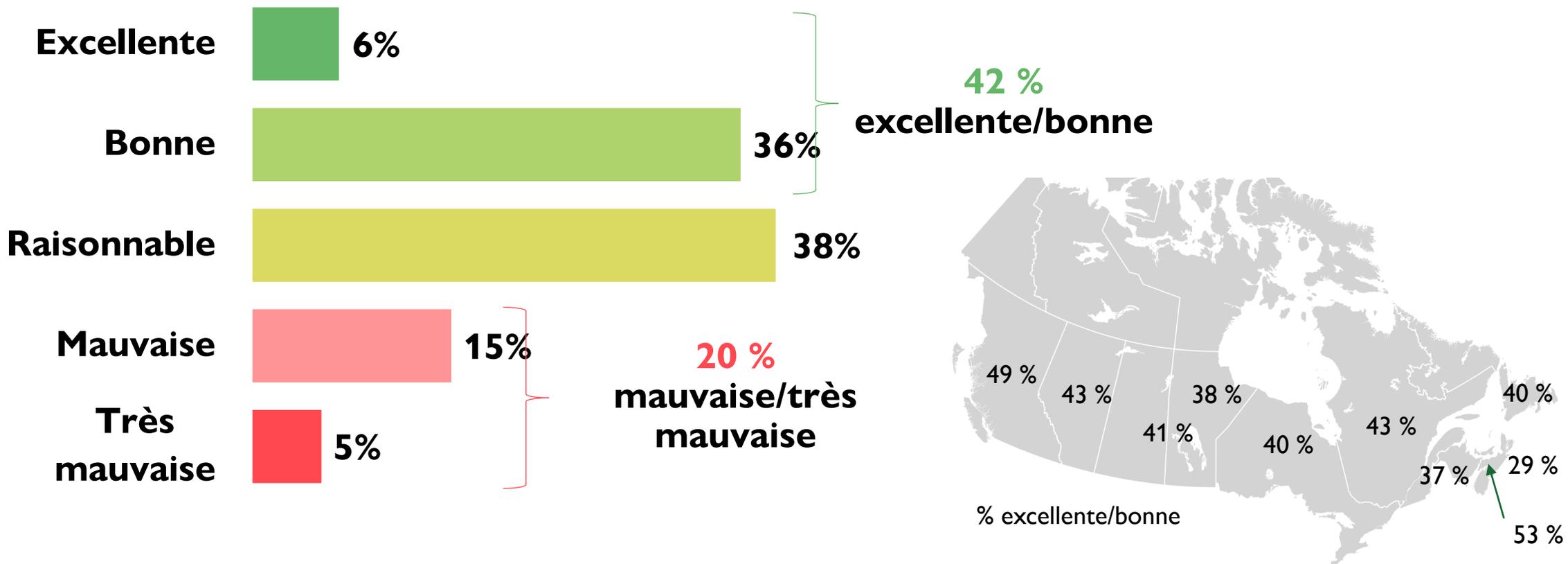
Ensemble des personnes qui ont répondu | n=2 000

Moins de 2 % des étiquettes de données ne sont pas représentées dans le graphique.



Comment évaluez-vous la qualité du système d'éducation publique financé par votre province ou territoire?

Perception moyennement bonne de la qualité de l'éducation dans l'ensemble du Canada

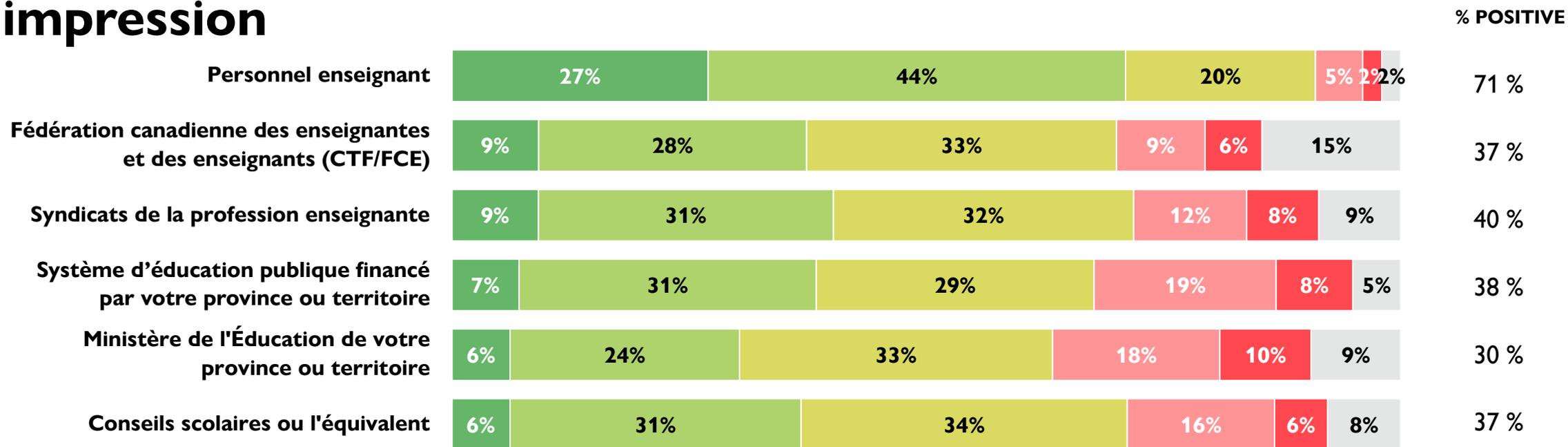


Ensemble des personnes qui ont répondu | n=2 000



Veillez indiquer si vous avez une impression :

Impressions : Parmi les intervenants de l'éducation, ce sont les membres du personnel enseignant qui font la meilleure impression



■ Très positive ■ Généralement positive ■ Neutre ■ Généralement négative ■ Très négative ■ Je n'en sais pas assez pour avoir une impression

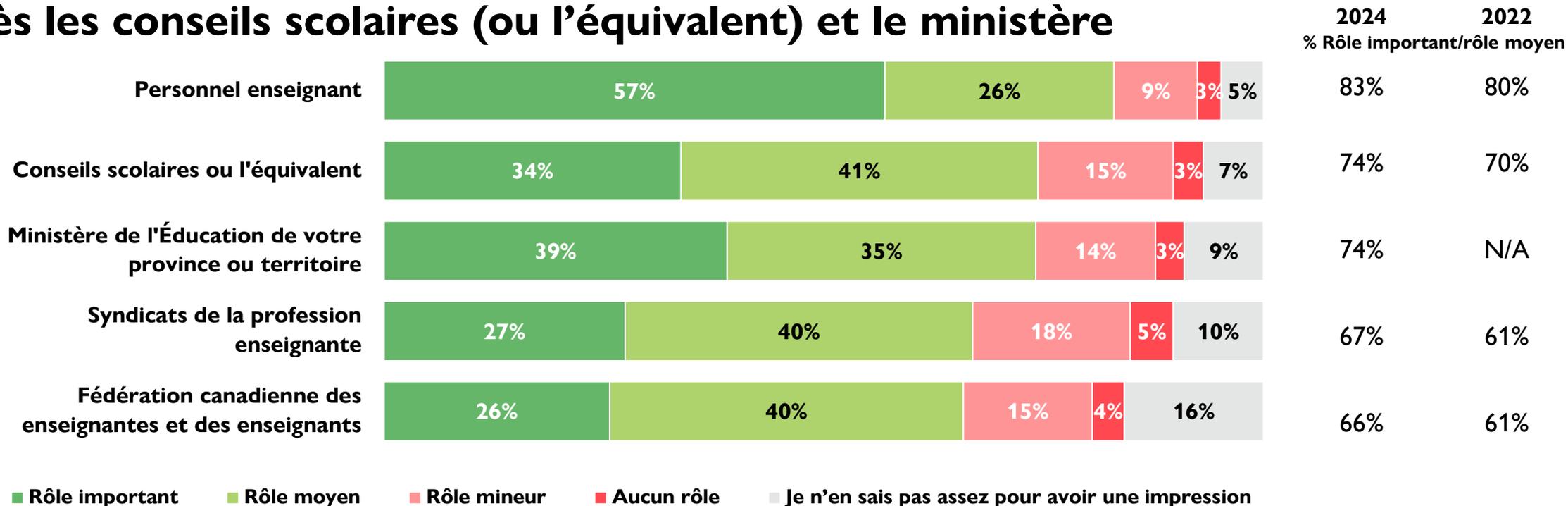
Tous les intervenants de l'éducation suscitent des impressions positives. La CTF/FCE récolte les meilleures impressions auprès de la population canadienne plus âgée, les personnes qui votent libéral ou NPD, et les femmes.

Ensemble des personnes qui ont répondu | n=2 000 *Ajout des choix de réponse « personnel enseignant » et « système d'éducation publique financé par votre province ou territoire » de la question précédente pour permettre la comparaison.



Comment qualifieriez-vous le rôle de ces mêmes groupes dans la création d'un système d'éducation publique solide?

Les membres du personnel enseignant sont vus comme ayant le plus important rôle à jouer dans la création d'un système d'éducation publique solide. Viennent après les conseils scolaires (ou l'équivalent) et le ministère



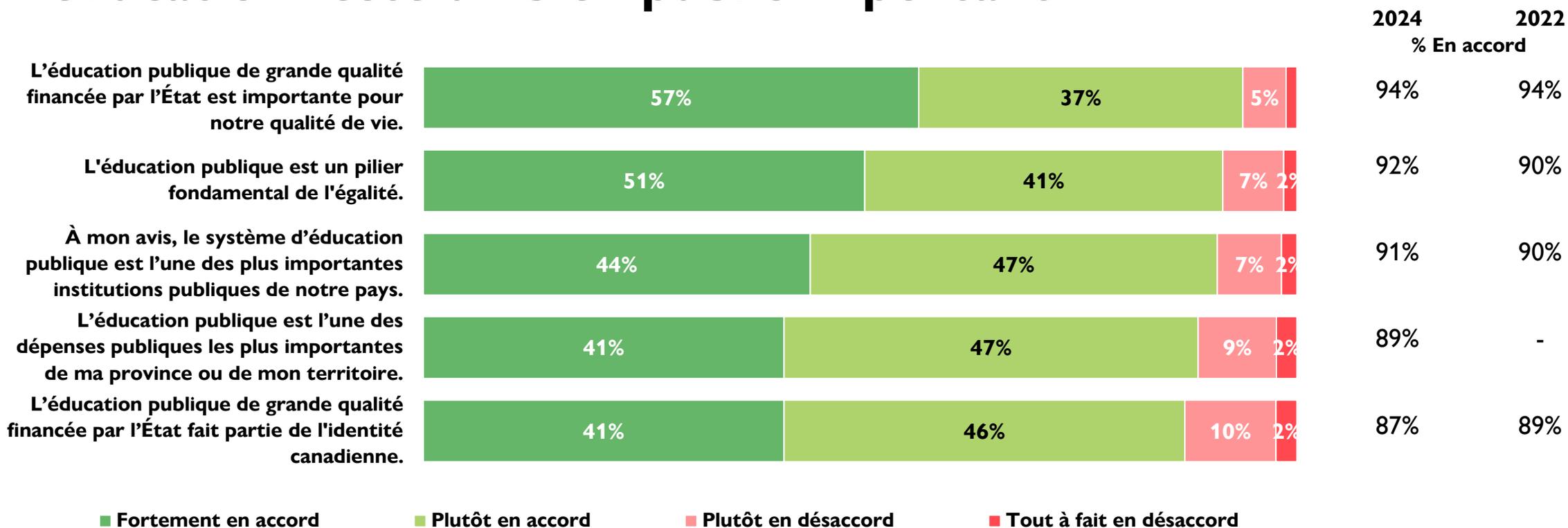
Globalement, l'importance du rôle des intervenants à l'égard du système d'éducation a diminué par rapport aux résultats obtenus lors de la dernière mesure que nous en avons faite. En ce qui concerne le rôle de la CTF/FCE, la baisse de son importance, telle qu'elle est perçue par les personnes qui ont répondu, est attribuable aux Canadiennes et Canadiens d'âge moyen (30-59 ans) et aux personnes qui votent libéral. L'âge influence également le degré d'importance reconnue au rôle des syndicats de la profession enseignante en général.

Ensemble des personnes qui ont répondu | n=2 000



Êtes-vous en accord ou en désaccord avec les énoncés suivants?

L'éducation reste un bien public important



Comme par le passé, ce sentiment est plus fort chez les personnes qui votent NPD ou libéral, même s'il l'est aussi chez une majorité de personnes qui votent conservateur, en particulier en ce qui concerne l'énoncé sur notre qualité de vie.

Ensemble des personnes qui ont répondu | n=2 000
 Moins de 2 % des étiquettes de données ne sont pas représentées dans le graphique.

SECTION 2 :

Préoccupations actuelles et nouvelles

Principales conclusions

Pénurie de personnel enseignant

- Les préoccupations que suscite la pénurie persistante de personnel enseignant aux quatre coins du pays gagnent de plus en plus de terrain. Parmi les personnes qui ont répondu, 3 sur 4 (74 %) savent que leur communauté connaît actuellement une pénurie de personnel enseignant. Cela constitue une augmentation de 7 points par rapport à 2022. Les préoccupations ont aussi gagné en intensité pendant la même période. La pénurie de personnel enseignant préoccupe particulièrement les parents d'enfants de moins de 18 ans (82 %) de même que les Québécoises et Québécois (91 %).

Programme universel d'alimentation scolaire financé par l'État

- L'idée d'un programme universel d'alimentation scolaire financé par l'État bénéficie du solide soutien de 80 % des Canadiennes et Canadiens, tous territoires et provinces confondus, même s'il est encore plus notable à Terre-Neuve-et-Labrador. De même, le soutien est fort dans l'ensemble de la population, mais davantage chez les parents.

Violence en milieu scolaire

- Devant les signalements plus fréquents d'incidents de violence dans les écoles au Canada, une forte majorité (86 %) des personnes qui ont répondu au sondage s'inquiètent de cette montée de la violence et estiment que le personnel enseignant devrait avoir le droit d'intervenir physiquement dans les situations qui le nécessitent (87 %). Une forte majorité de parents sont favorables aux interventions par des enseignantes ou enseignants et d'autres membres du personnel scolaire. Les hommes (91 %) sont plus susceptibles de soutenir cette idée que les femmes (83 %).

Droits concernant les données et la protection de la vie privée

- C'est dans le domaine de la protection des données et de la vie privée que l'appui aux politiques et aux programmes proposés est le plus universel. Globalement, 94 % des personnes qui ont répondu soutiennent le droit des parents, des élèves et des membres du personnel de l'éducation d'exercer un contrôle sur l'utilisation qui est faite de leurs données par l'éducation publique et 93 % sont d'avis que leur gouvernement provincial devrait assurer la protection des données des élèves et du personnel enseignant. Plus de 50 % des personnes qui votent pour chacun des trois principaux partis politiques estiment aussi que cette responsabilité incombe aux gouvernements provinciaux.

Principales conclusions

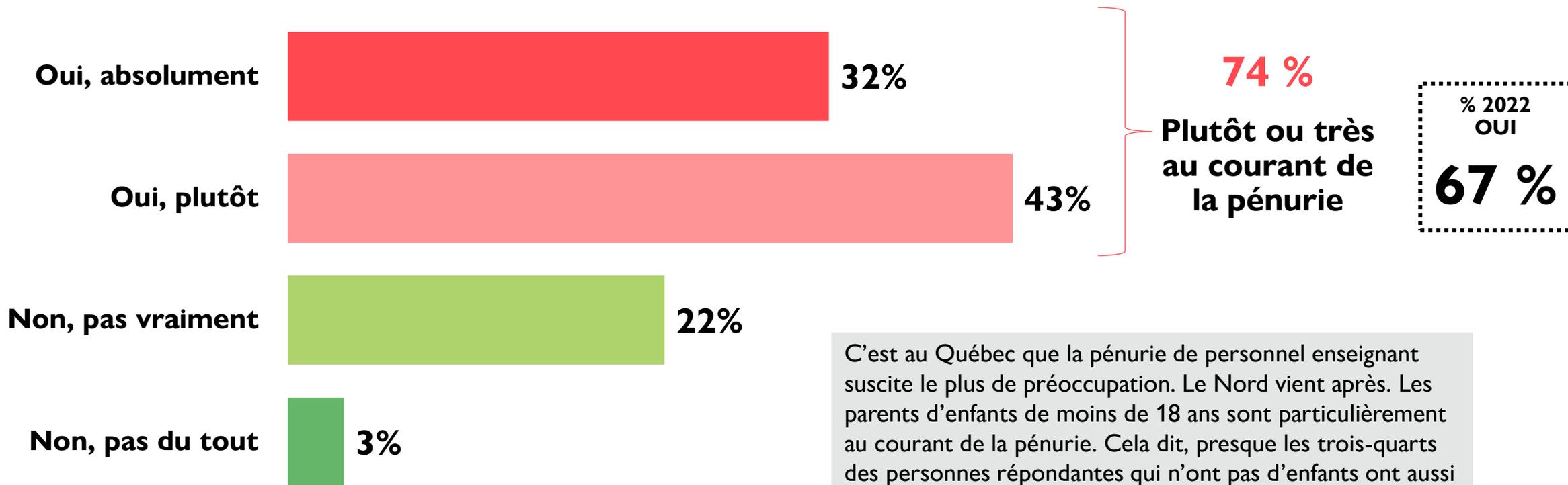
Consentement des parents ou des tuteurs ou tutrices quant à l'utilisation par les élèves d'un nom ou de pronoms différents

- ** Les données ont été recueillies avant l'annonce récente par la première ministre de l'Alberta, Danielle Smith, sur l'obligation du consentement parental pour les élèves de 15 ans et moins.
- Les Canadiennes et les Canadiens sont plus divisés sur cette question que sur d'autres explorées dans cette phase de l'étude. Le groupe qui se démarque, sans toutefois être majoritaire, estime que les parents devraient être avisés (indépendamment de l'âge du jeune) si un ou une élève veut changer de nom ou de pronoms (47 %). L'autre moitié des Canadiennes et des Canadiens sont partagés entre l'opinion que les enseignantes et enseignants devraient pouvoir exercer leur jugement professionnel pour décider d'aviser ou non les parents (31 %) et celle selon laquelle l'obligation de divulgation devrait dépendre de l'âge de l'élève (divulgation obligatoire pour les élèves de 14 ans ou moins et divulgation laissée au jugement professionnel pour les élèves de plus de 14 ans). Un quart des Canadiennes et Canadiens sont favorables à cette option.
 - En Alberta, les opinions sont à l'image du reste du Canada. Les Canadiennes et Canadiens plus jeunes (entre 18 et 29 ans) sont les moins enclins à soutenir l'idée que le personnel enseignant soit obligé d'aviser les parents indépendamment de l'âge de l'élève. C'est l'inverse chez les Canadiennes et Canadiens plus âgés, de même que chez les parents,



En fonction de ce que vous en savez, diriez-vous qu'il y a une pénurie d'enseignantes et enseignants dans votre collectivité?

La pénurie de personnel enseignant est une préoccupation qui gagne de plus en plus le public



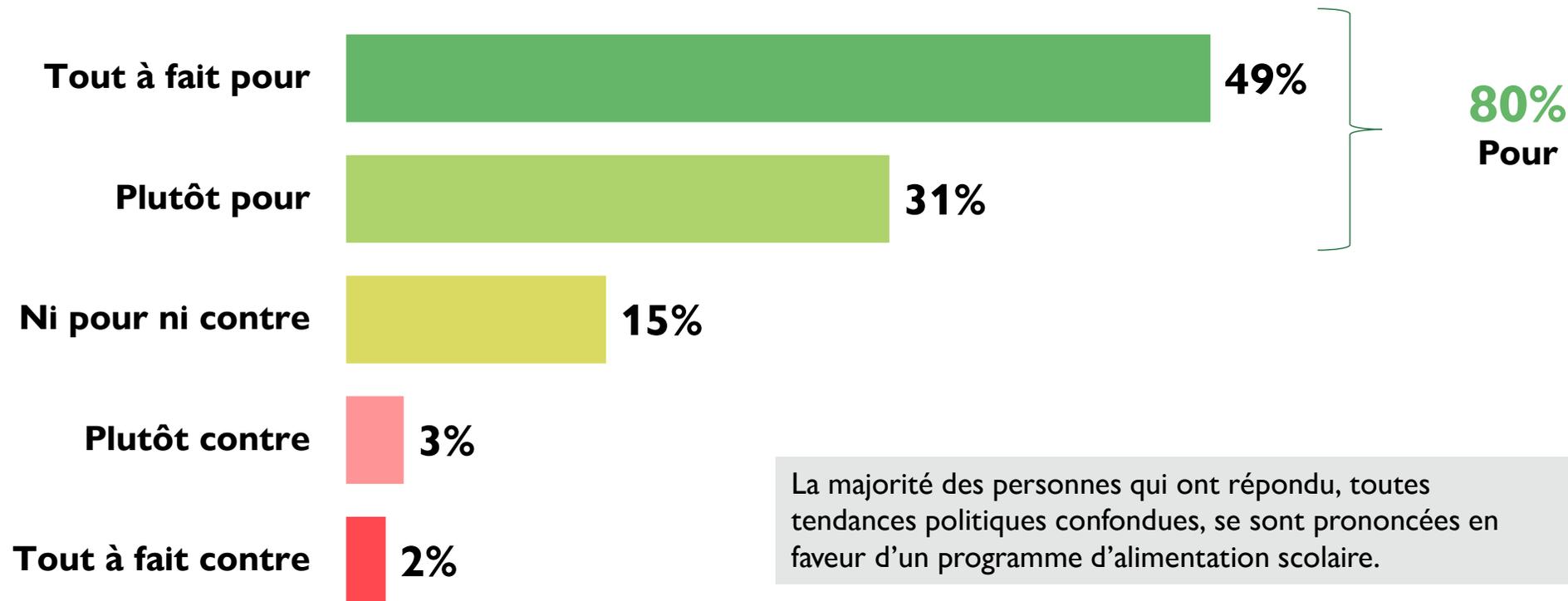
C'est au Québec que la pénurie de personnel enseignant suscite le plus de préoccupation. Le Nord vient après. Les parents d'enfants de moins de 18 ans sont particulièrement au courant de la pénurie. Cela dit, presque les trois-quarts des personnes répondantes qui n'ont pas d'enfants ont aussi connaissance du problème, ce qui permet de supposer que celui-ci est connu du grand public.

Ensemble des personnes qui ont répondu | n=2 000



Êtes-vous pour ou contre ce qui suit? *Un programme universel d'alimentation scolaire financé par l'État visant à assurer que tous les élèves, de la maternelle à la 12^e année, ont accès à une saine alimentation à l'école*

Huit sur dix des personnes qui ont répondu se disent en faveur d'un programme universel d'alimentation scolaire financé par l'État



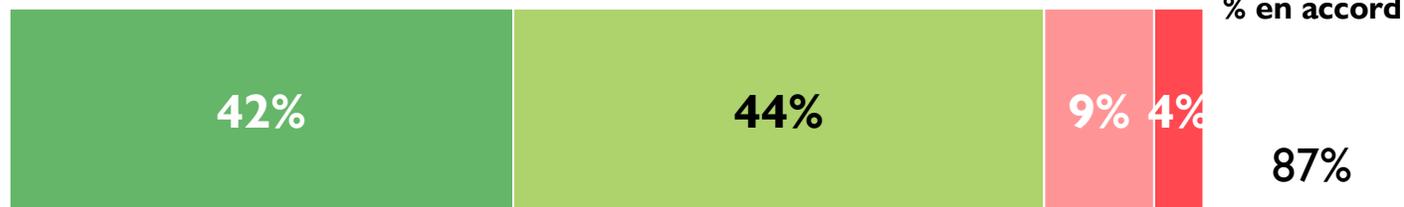
Ensemble des personnes qui ont répondu | n=2 000



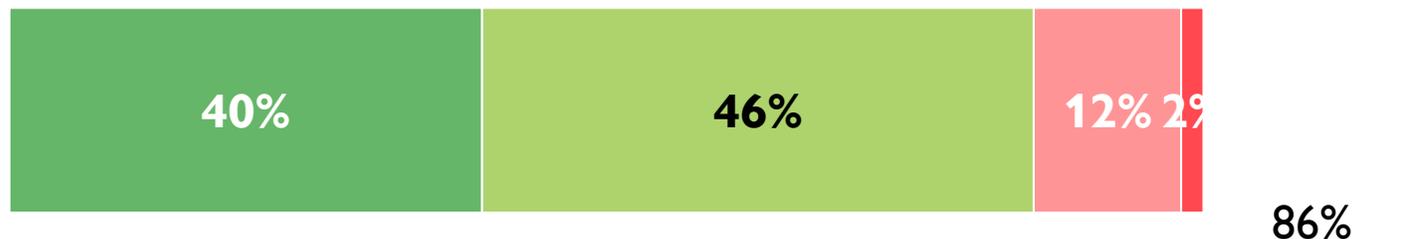
Êtes-vous en accord ou en désaccord avec les énoncés suivants?

Les Canadiennes et les Canadiens en général et les parents en particulier s'inquiètent de la violence en milieu scolaire et sont favorables à l'idée de donner au personnel enseignant le pouvoir d'intervenir au besoin

Lorsqu'un élève use de violence physique à l'endroit d'une autre personne, les enseignantes et enseignants ainsi que les autres membres du personnel scolaire devraient avoir le droit d'intervenir physiquement si nécessaire



Je crains que le degré de violence (nombre et sévérité des incidents) dans les écoles publiques soit à la hausse



■ Fortement en accord

■ Plutôt en accord

■ Plutôt en désaccord

■ Tout à fait en désaccord

Comme la majorité de la population canadienne, les parents (y compris ceux dont les enfants ont moins de 18 ans) s'inquiètent de plus en plus de la violence en milieu scolaire et se disent favorables à l'idée de donner au personnel enseignant et aux autres membres du personnel scolaire le droit d'intervenir physiquement si nécessaire. Les personnes qui votent NPD sont les moins favorables que les autres à cette idée, même si la majorité d'entre elles sont pour.

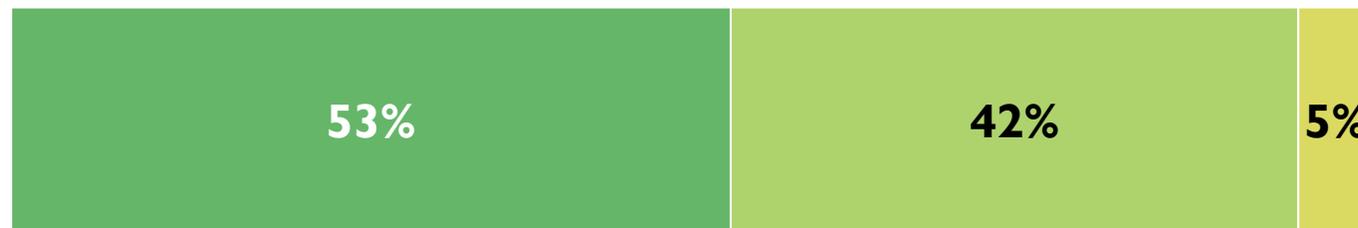
Ensemble des personnes qui ont répondu | n=2 000



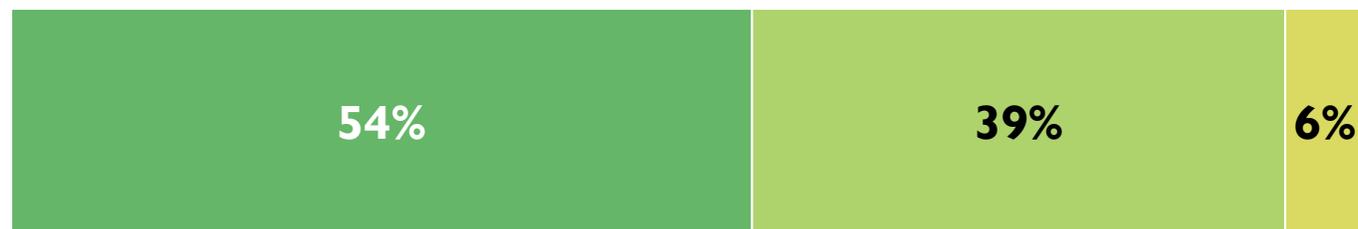
Êtes-vous en accord ou en désaccord avec les énoncés suivants?

Le renforcement des mesures de protection des données concernant le personnel enseignant et les élèves reçoit un soutien quasi-unanime

Les parents, les élèves et les éducateurs et éducatrices du système d'éducation publique devraient avoir le droit de consentir à l'utilisation qui est faite de leurs données et au moment où elles sont utilisées.



La protection et la sécurité des données des élèves et du personnel enseignant relèvent des gouvernements provinciaux.



■ Fortement en accord

■ Plutôt en accord

■ Plutôt en désaccord

■ Tout à fait en désaccord

De tous les énoncés, celui qui favorise des mesures supérieures de protection des données concernant le personnel enseignant et les élèves reçoit le soutien le plus généralisé (toutes catégories confondues). Les Canadiennes et les Canadiens plus jeunes ne manifestent pas un soutien aussi marqué, mais sont quand même une majorité à soutenir l'idée. Parmi les personnes qui ont répondu, celles qui ont des enfants (comparées à celles qui n'en ont pas) se disent davantage en faveur de l'idée d'accorder aux parents, aux élèves et au personnel enseignant un pouvoir de consentement.

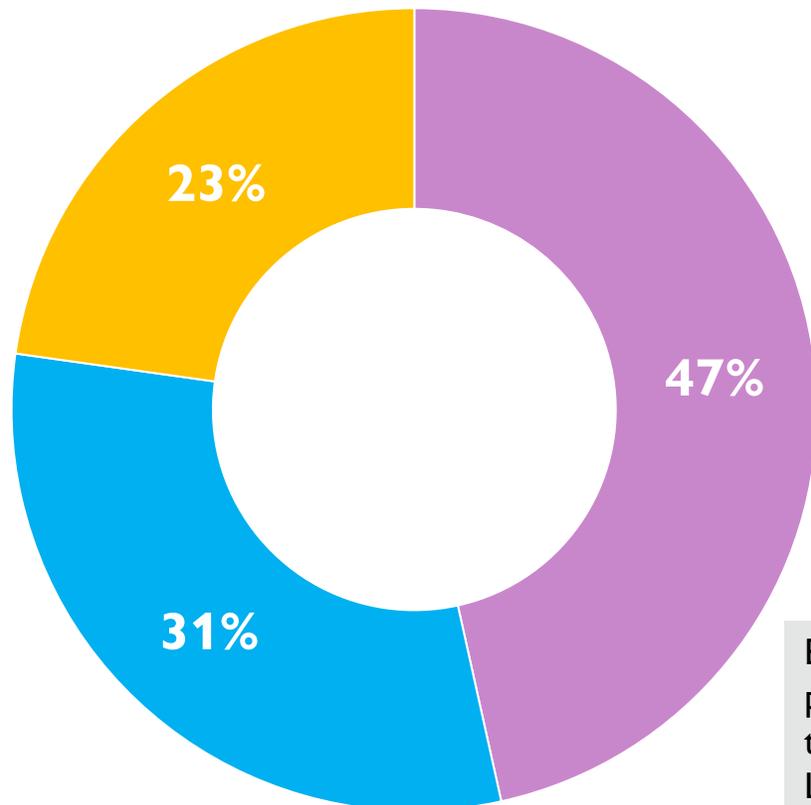
Ensemble des personnes qui ont répondu | n=2 000

Moins de 2 % des étiquettes de données ne sont pas représentées dans le graphique.



En vertu des politiques adoptées par certaines provinces, les enseignantes et enseignants sont tenus d'obtenir la permission d'un parent ou d'un tuteur ou d'une tutrice lorsqu'un ou une élève veut utiliser un nom ou des pronoms différents. Suivant les politiques en vigueur dans d'autres provinces, les enseignantes et enseignants peuvent exercer leur jugement professionnel pour décider s'il y a lieu d'aviser les parents ou les tuteurs et tutrices lorsqu'un ou une élève veut utiliser un nom ou des pronoms différents. Quelle approche préférez-vous?

Politiques concernant l'utilisation par les élèves de pronoms ou de noms différents



Quel que soit l'âge de l'élève, l'enseignant ou enseignante devrait être dans l'obligation d'aviser les parents ou les tuteurs ou tutrices si un ou une élève veut utiliser un nom ou des pronoms différents.

Quel que soit l'âge de l'élève, l'enseignant ou enseignante devrait pouvoir exercer son jugement professionnel pour décider d'aviser ou non les parents ou les tuteurs ou tutrices lorsqu'un ou une élève veut utiliser un nom ou des pronoms différents.

Pour les élèves de plus de 14 ans, l'enseignant ou enseignante devrait pouvoir exercer son jugement professionnel pour décider d'aviser ou non les parents ou les tuteurs ou tutrices lorsqu'un ou une élève veut utiliser un nom ou des pronoms différents. Pour les élèves de 14 ans ou moins, l'enseignant ou enseignante devrait être dans l'obligation d'aviser les parents.

En Alberta, les opinions sont à l'image de l'ensemble du Canada. Les Canadiennes et Canadiens plus jeunes (18-29 ans) sont moins favorables à l'idée que les enseignantes et enseignants soient tenus d'aviser les parents indépendamment de l'âge de l'élève. Les Canadiennes et Canadiens plus âgés de même que les parents sont les plus favorables à l'obligation d'aviser les parents indépendamment de l'âge de l'élève.

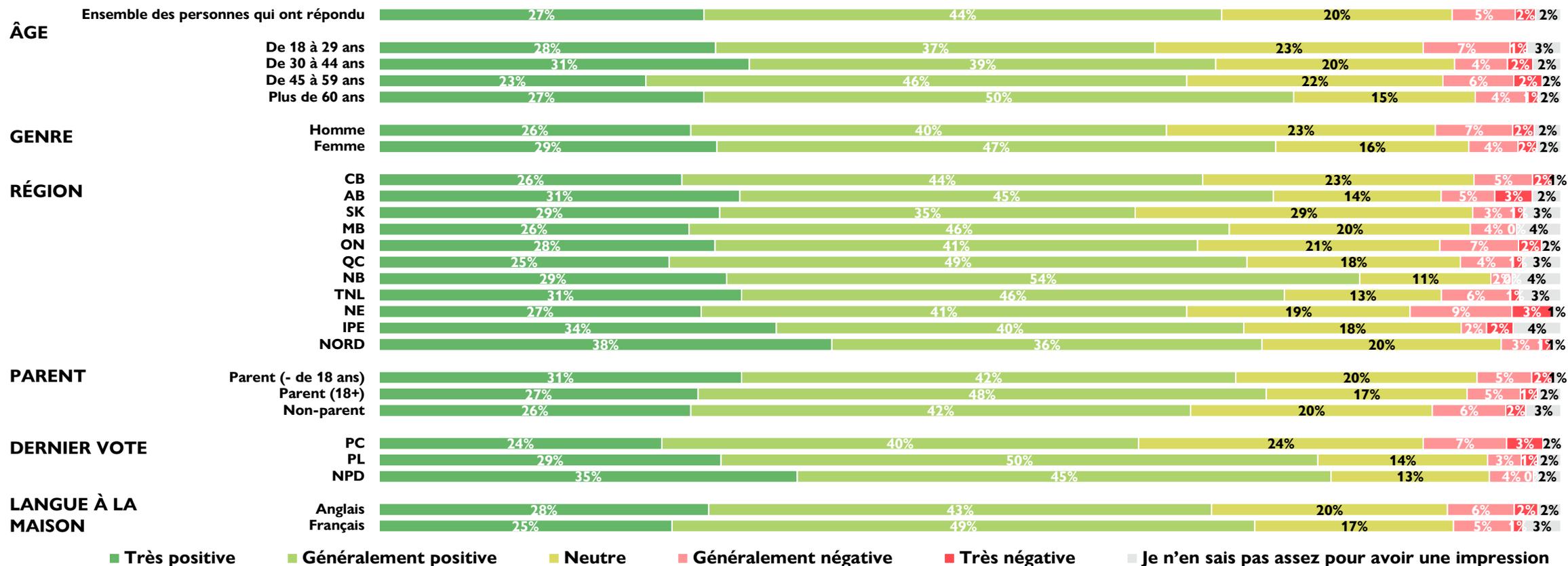
Ensemble des personnes qui ont répondu | n=2 000

ANNEXE – Principales questions



Veillez nous indiquer si vous avez une impression :

Personnel enseignant

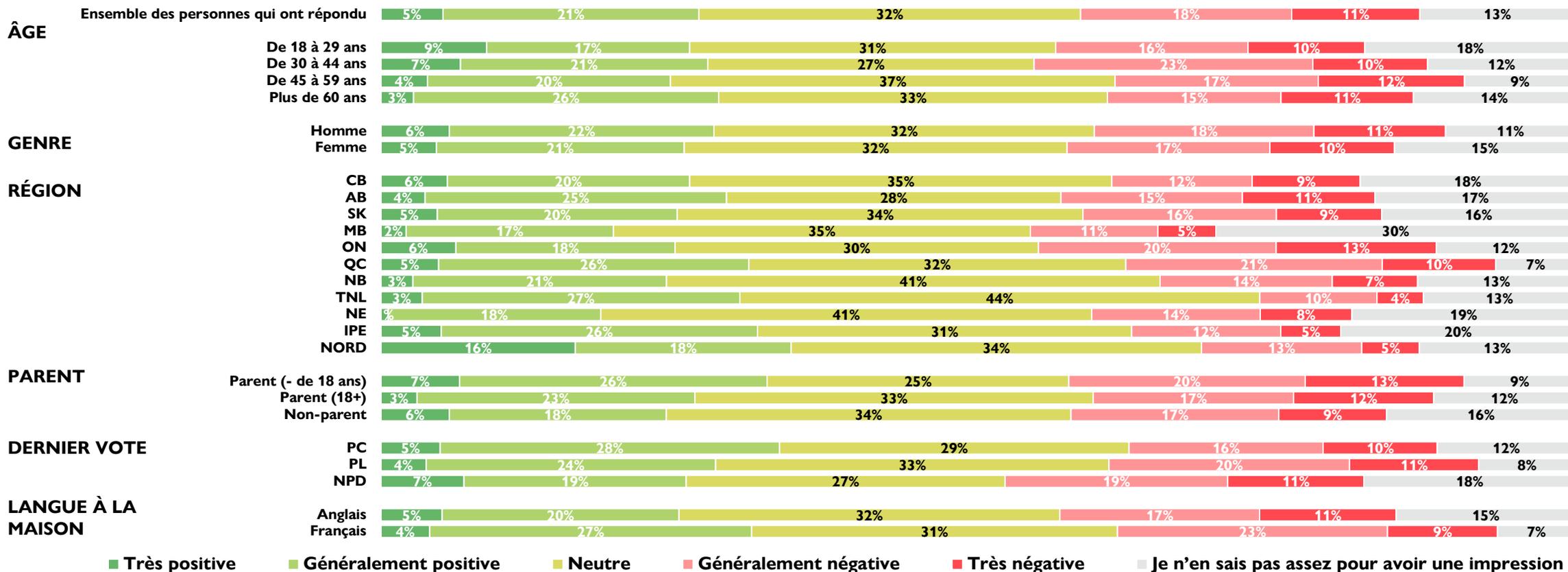


Ensemble des personnes qui ont répondu | n=2 000



Veillez nous indiquer si vous avez une impression :

Ministre de l'Éducation de votre province ou territoire

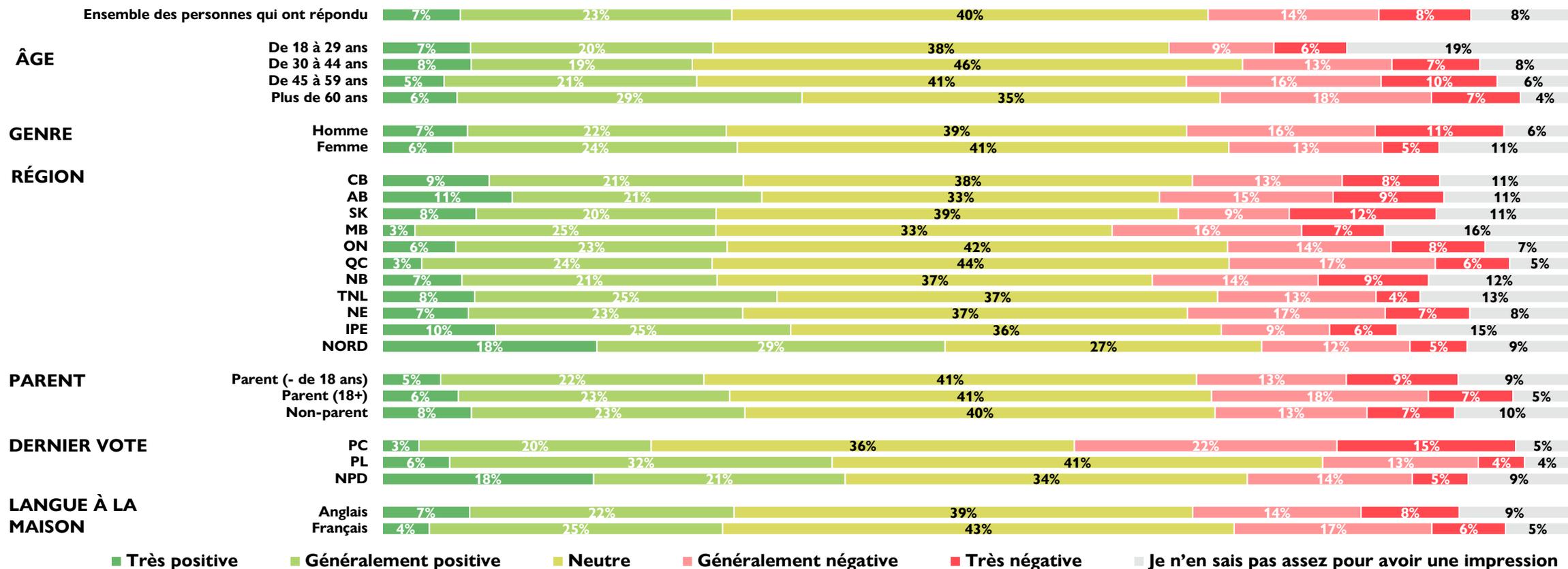


Ensemble des personnes qui ont répondu | n=2 000



Veillez nous indiquer si vous avez une impression :

Syndicats du secteur public

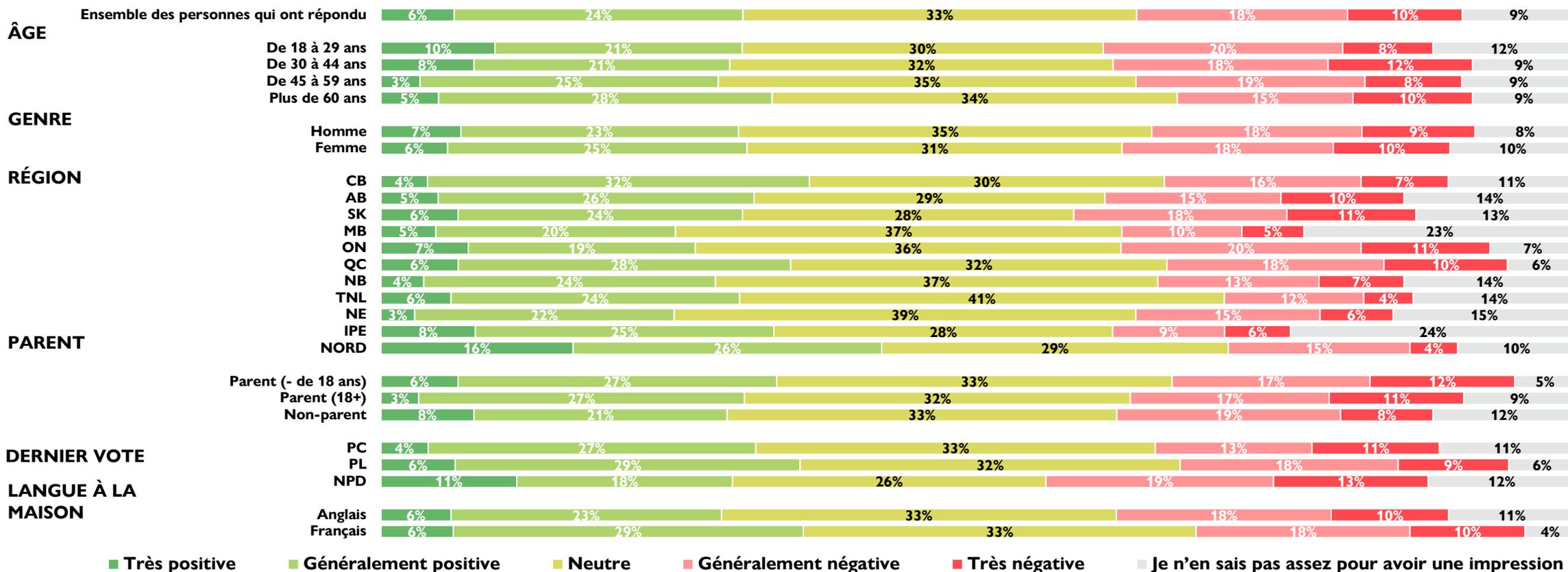


Ensemble des personnes qui ont répondu | n=2 000



Veillez nous indiquer si vous avez une impression :

Ministère de l'Éducation de votre province ou territoire

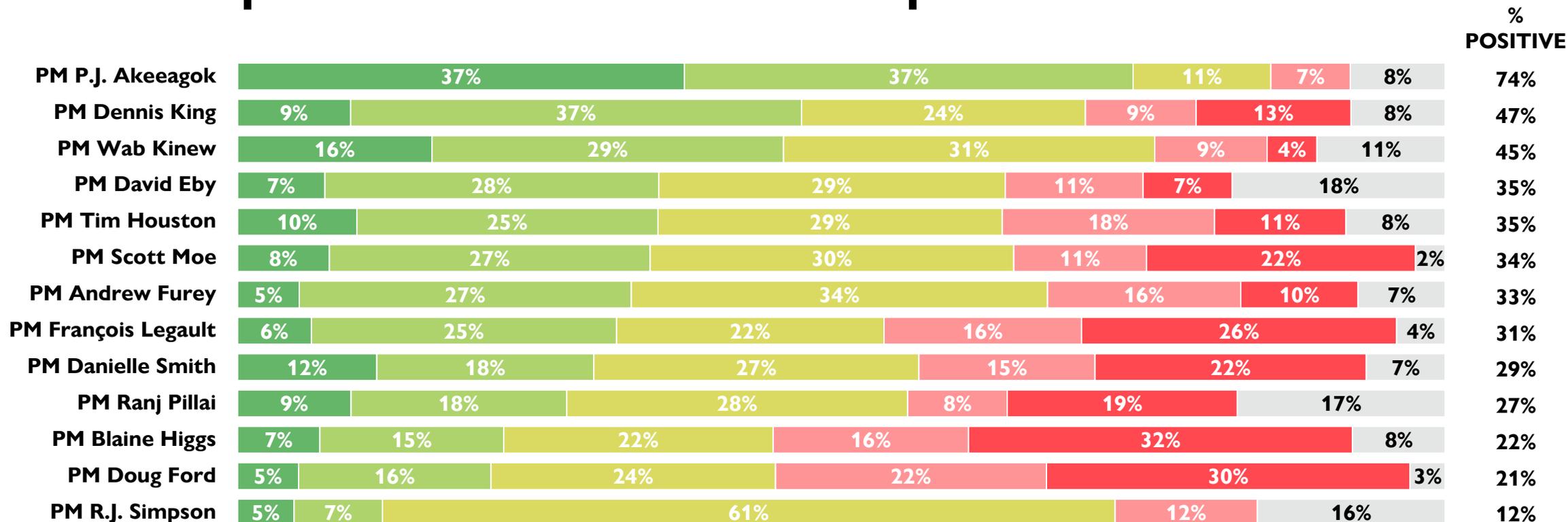


Ensemble des personnes qui ont répondu | n=2 000



Veillez nous indiquer si vous avez une impression :

Premier ou première ministre de votre province ou territoire



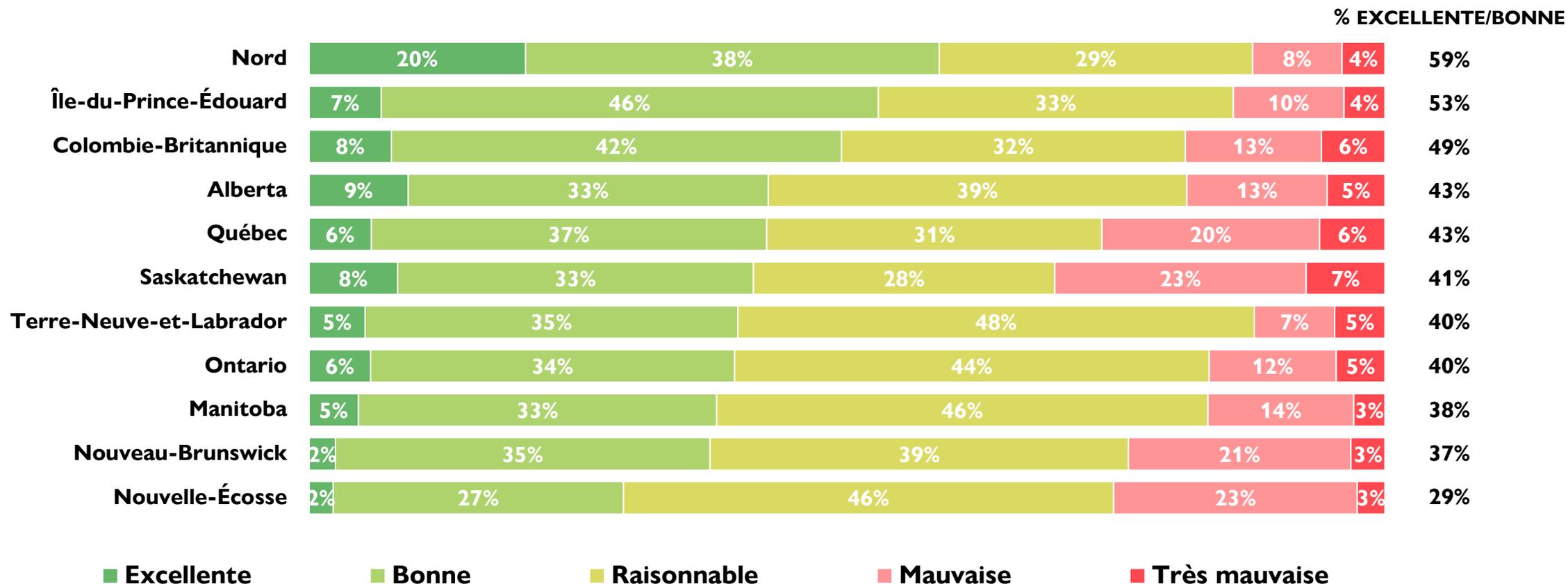
■ Très positive ■ Généralement positive ■ Neutre ■ Généralement négative ■ Très négative ■ Je n'en sais pas assez pour avoir une impression

Personnes qui vivent dans la province | n=entre 19 et 405



Comment évalueriez-vous la qualité du système d'éducation publique financé par votre province ou territoire?

Qualité du système d'éducation publique financé par votre province ou territoire

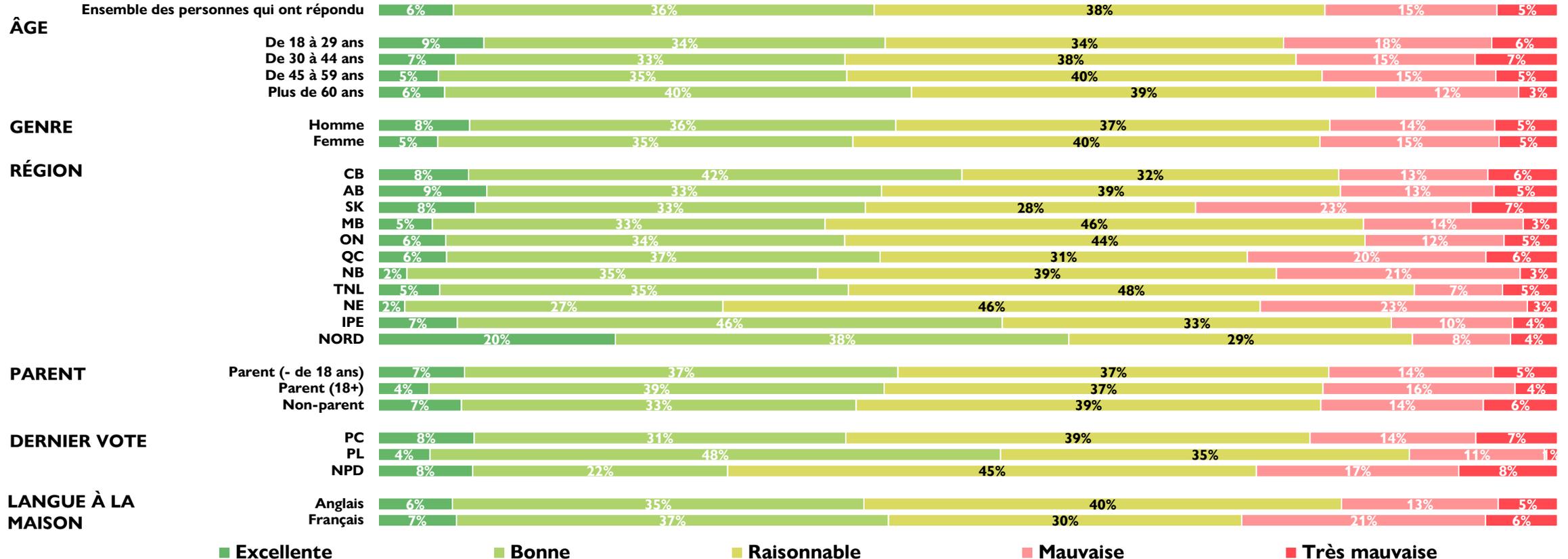


Personnes qui vivent dans la province | n=entre 19 et 405



Comment évalueriez-vous la qualité du système d'éducation publique financé par l'État de votre province ou territoire?

Qualité du système d'éducation publique financé par votre province ou territoire

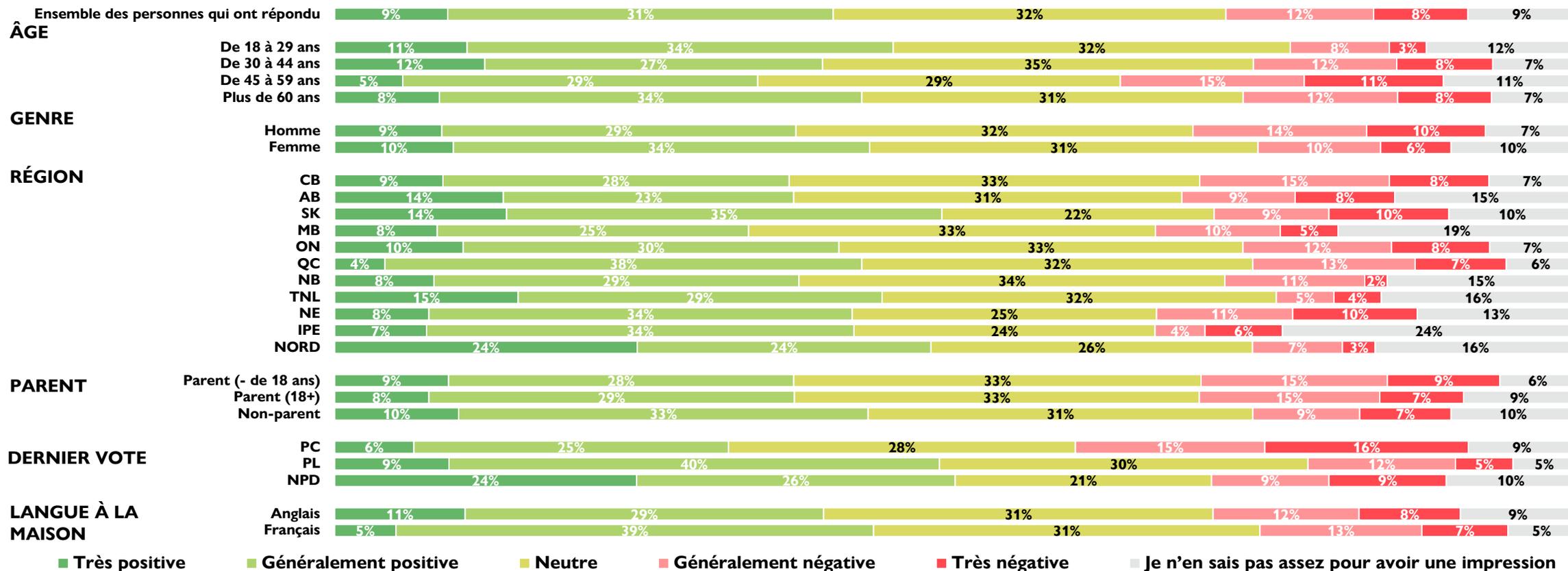


Ensemble des personnes qui ont répondu | n=2 000



Veillez nous indiquer si vous avez une impression :

Syndicats de la profession enseignante

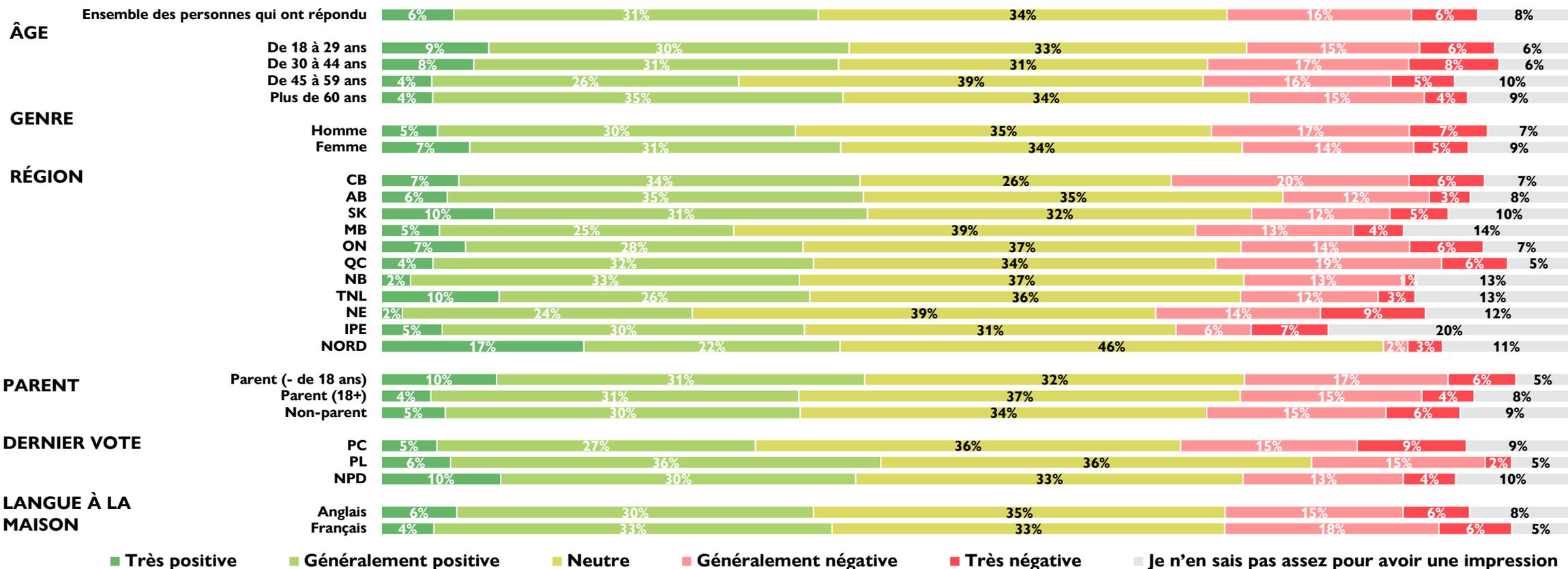


Ensemble des personnes qui ont répondu | n=2 000



Veillez nous indiquer si vous avez une impression :

Conseils scolaires ou l'équivalent

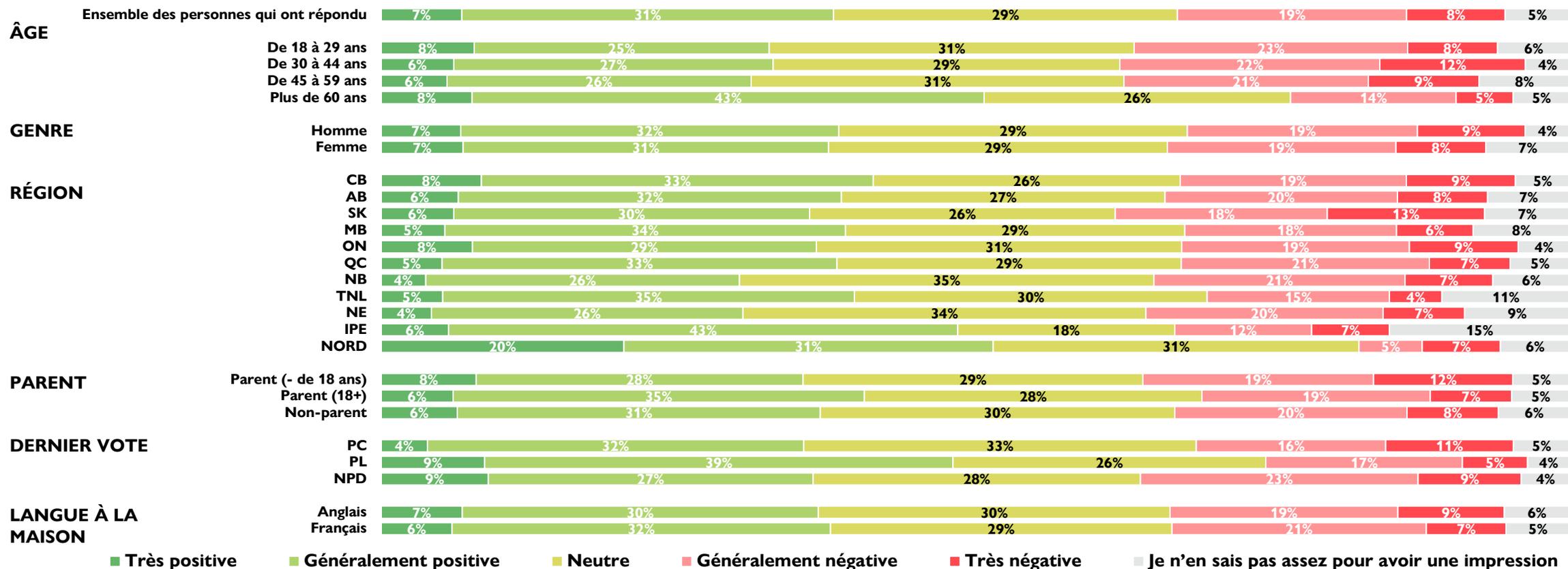


Ensemble des personnes qui ont répondu | n=2 000



Veillez nous indiquer si vous avez une impression :

Systeme d'éducation publique financé par votre province ou territoire

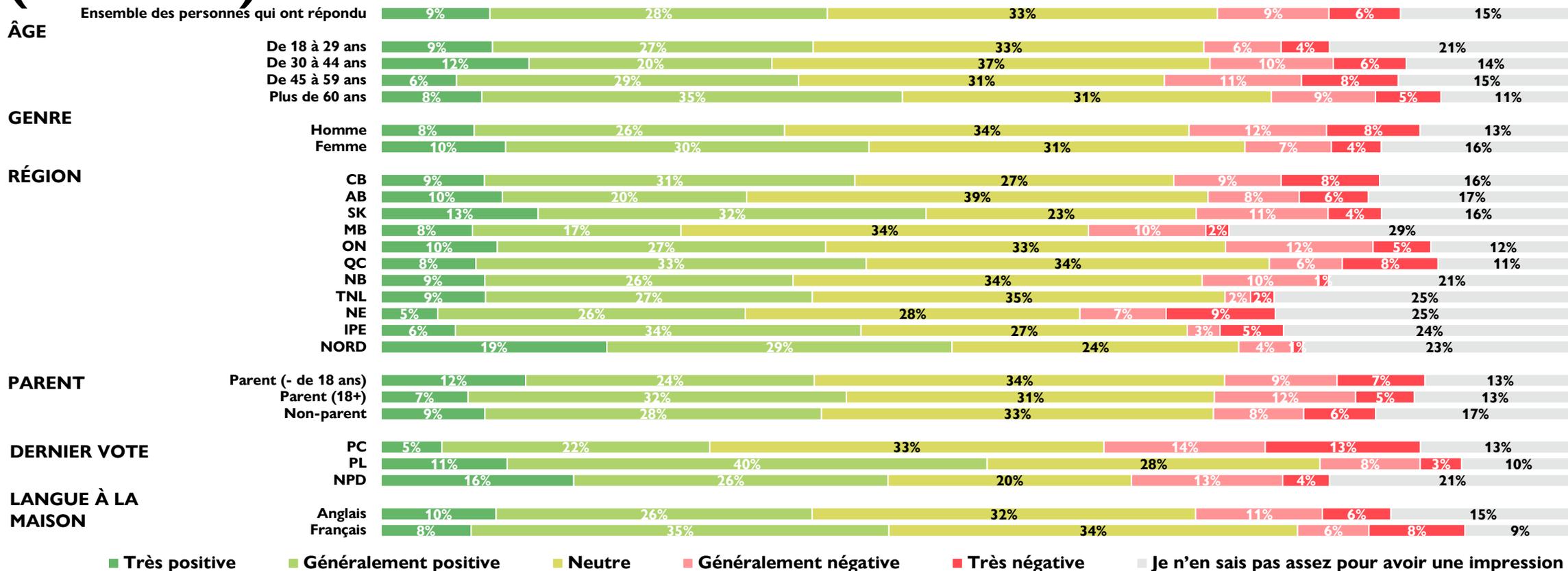


Ensemble des personnes qui ont répondu | n=2 000



Veillez nous indiquer si vous avez une impression :

Fédération canadienne des enseignantes et des enseignants (CTF/FCE)

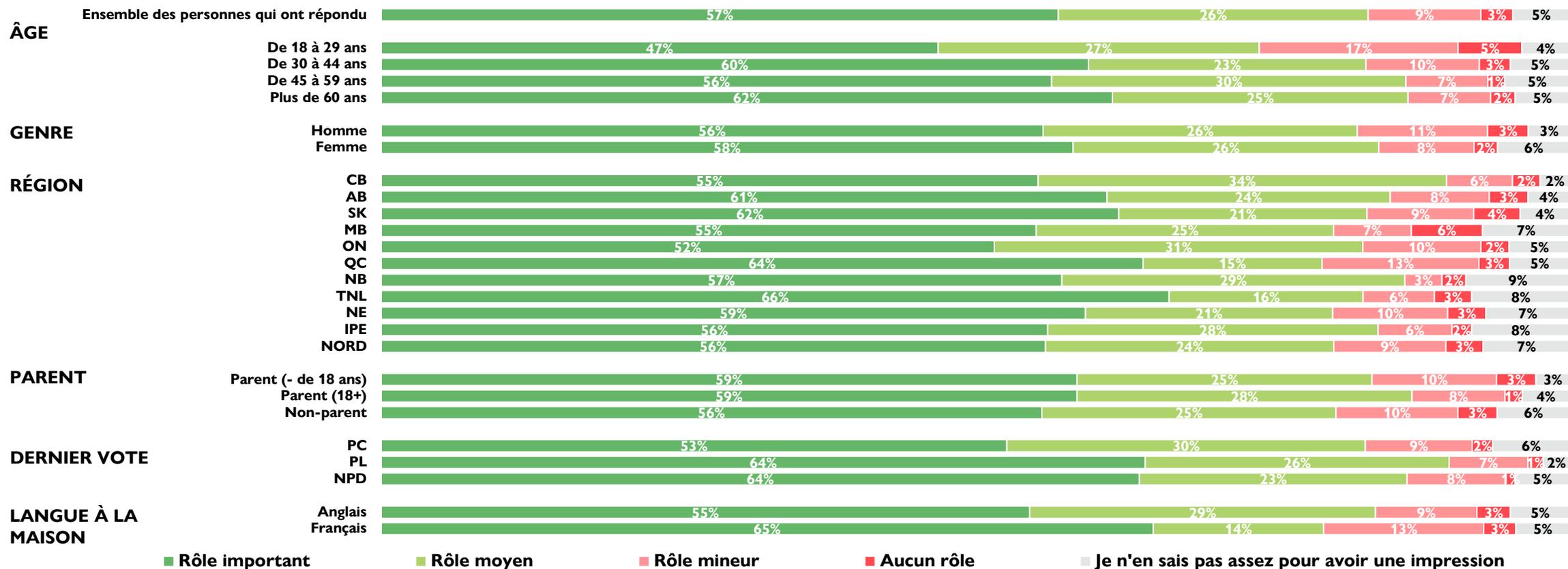


Ensemble des personnes qui ont répondu | n=2 000



Comment qualifieriez-vous le rôle de ces mêmes groupes dans la création d'un système d'éducation publique solide?

Personnel enseignant

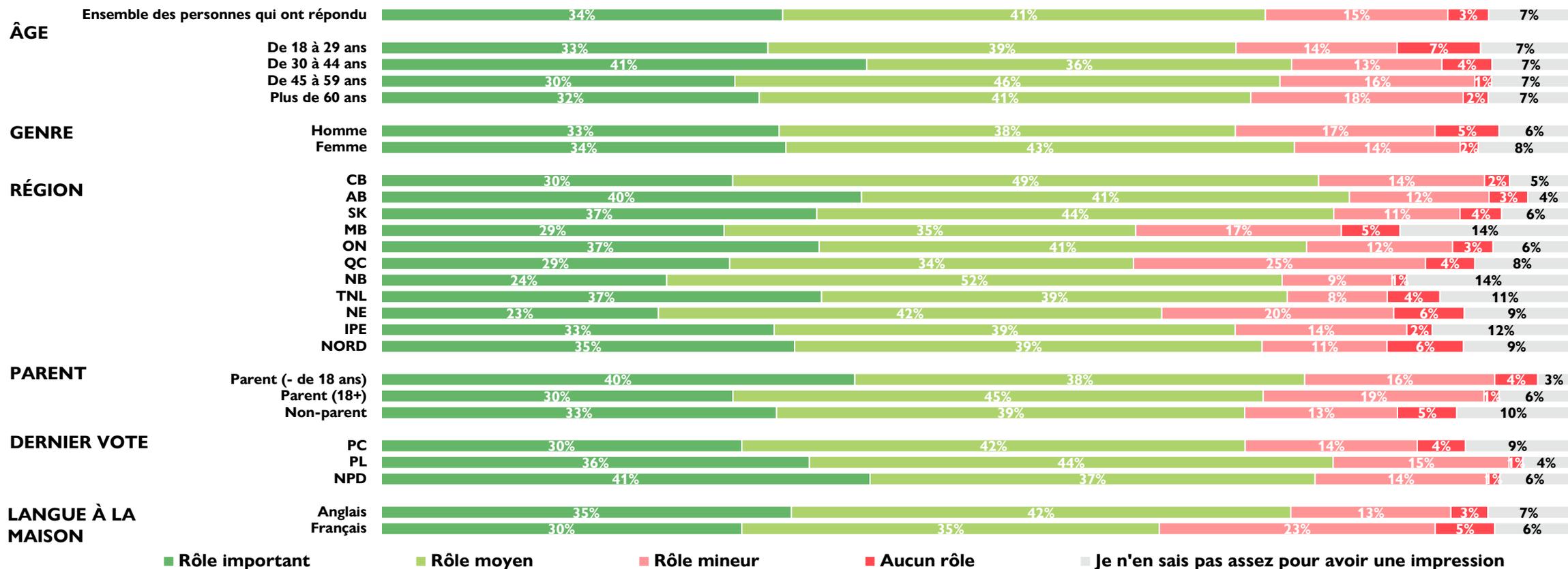


Ensemble des personnes qui ont répondu | n=2 000



Comment qualifieriez-vous le rôle de ces mêmes groupes dans la création d'un système d'éducation publique solide?

Conseils scolaires ou l'équivalent

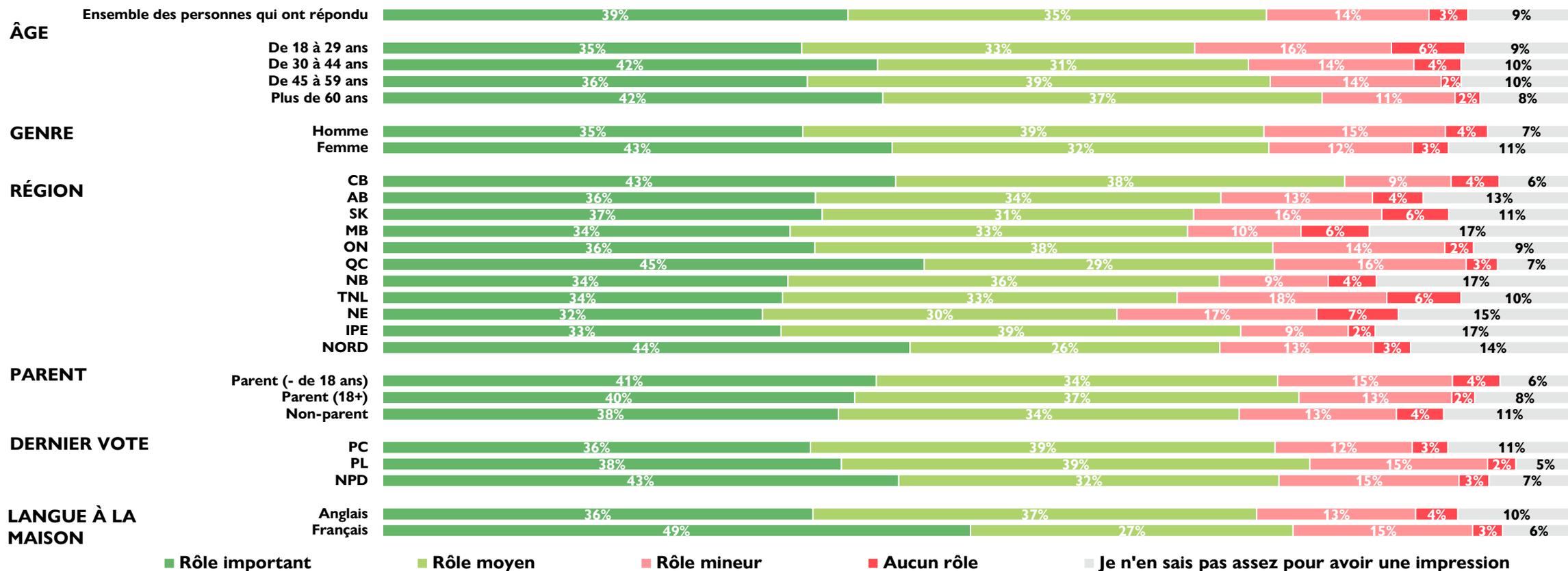


Ensemble des personnes qui ont répondu | n=2 000



Comment qualifieriez-vous le rôle de ces mêmes groupes dans la création d'un système d'éducation publique solide?

Ministère de l'Éducation de votre province ou territoire

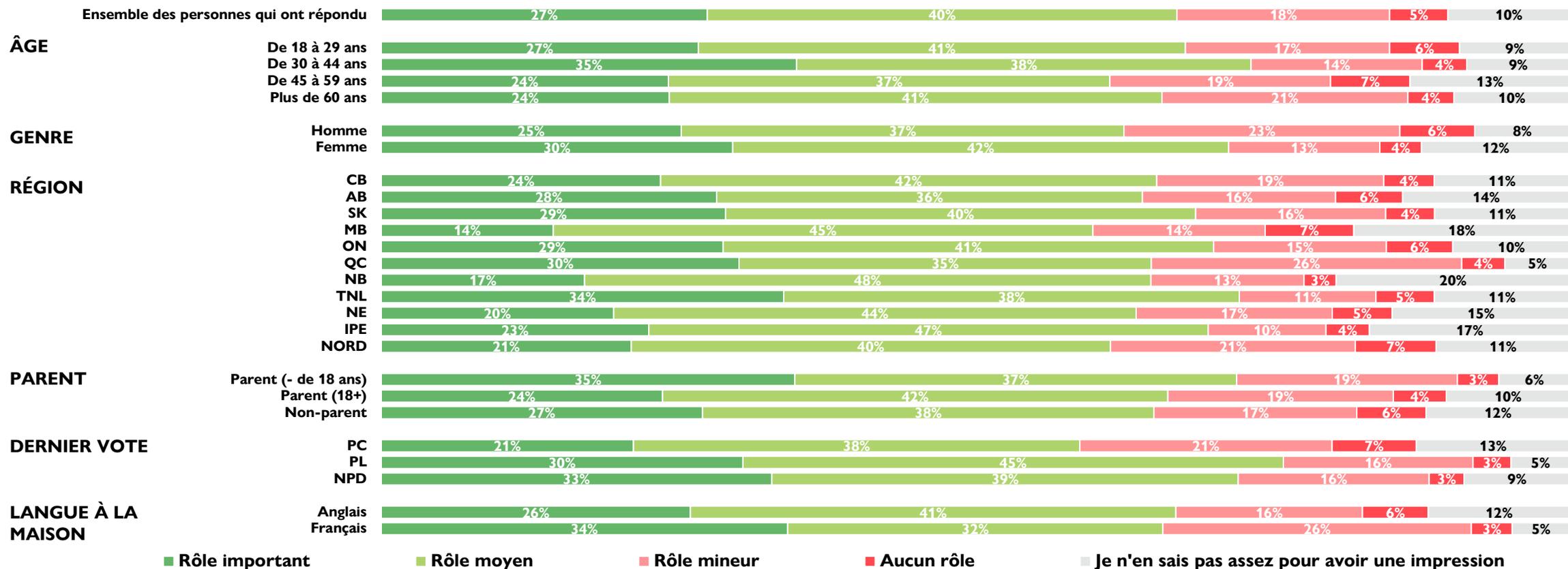


Ensemble des personnes qui ont répondu | n=2 000



Comment qualifieriez-vous le rôle de ces mêmes groupes dans la création d'un système d'éducation publique solide?

Syndicats de la profession enseignante



Ensemble des personnes qui ont répondu | n=2 000



Comment qualifieriez-vous le rôle de ces mêmes groupes dans la création d'un système d'éducation publique solide?

Fédération canadienne des enseignantes et des enseignants (CTF/FCE)

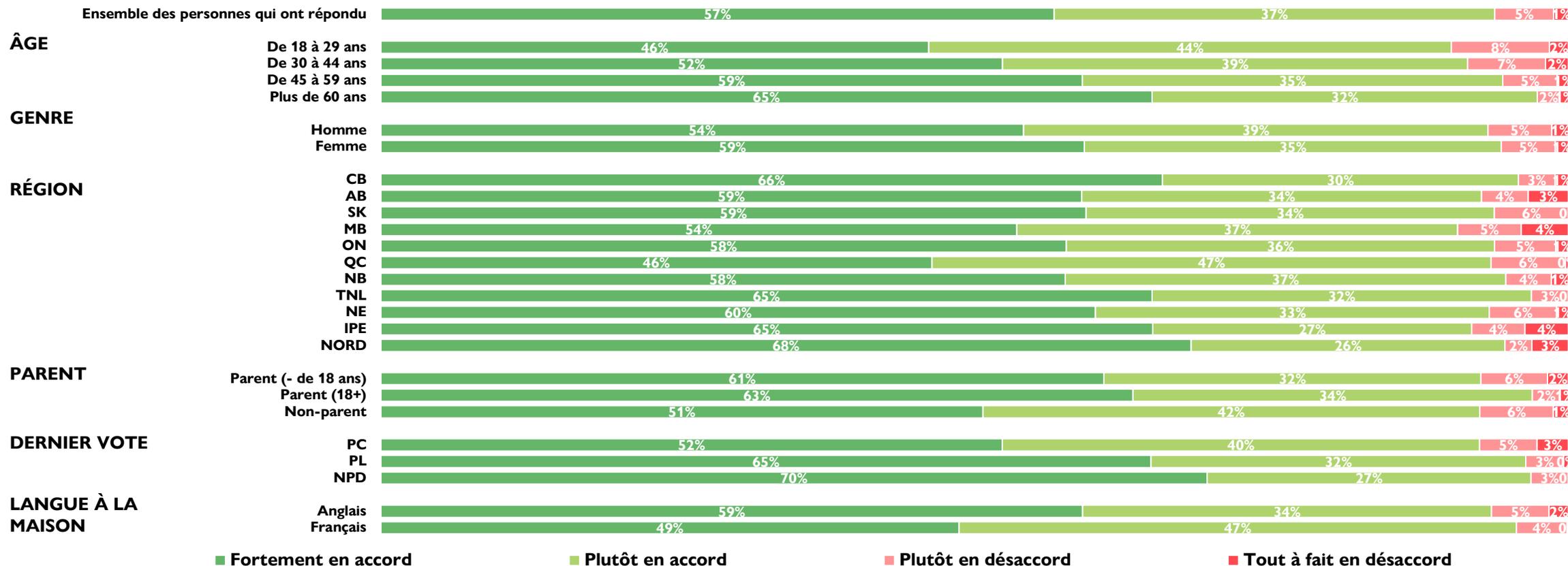


Ensemble des personnes qui ont répondu | n=2 000



Êtes-vous en accord ou en désaccord avec les énoncés suivants?

L'éducation publique de grande qualité financée par l'État est importante pour notre qualité de vie

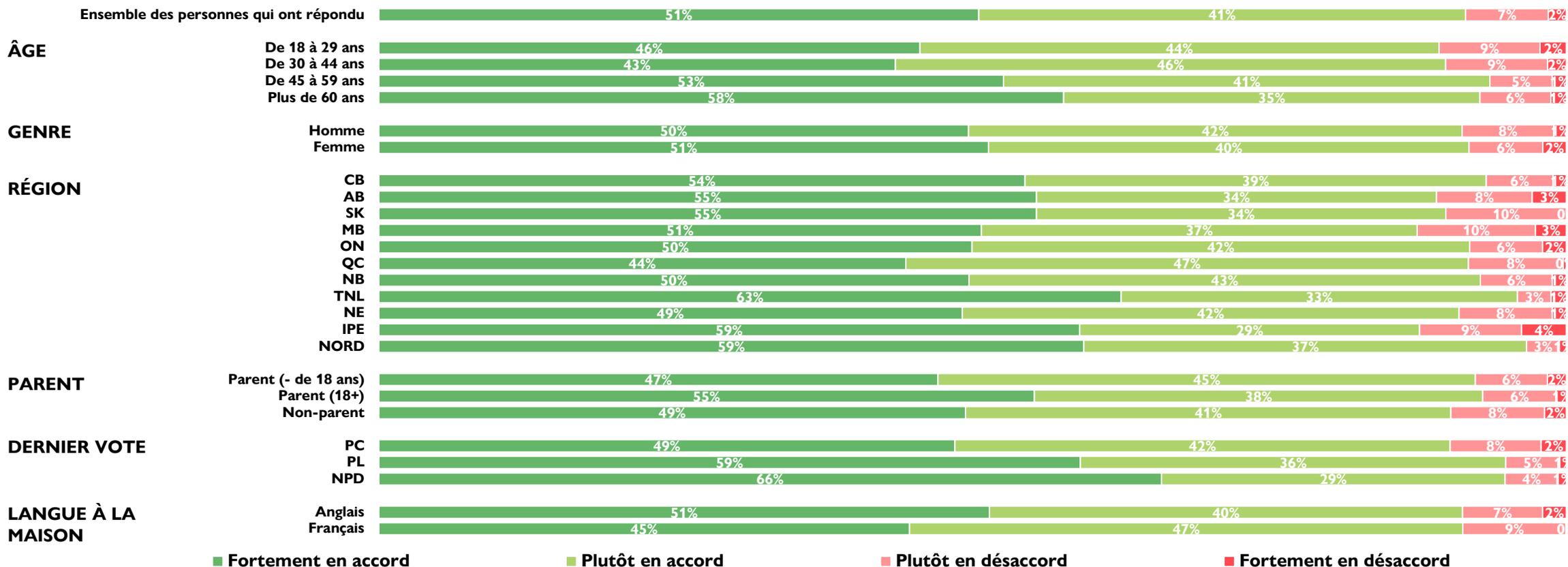


Ensemble des personnes qui ont répondu | n=2 000



Êtes-vous en accord ou en désaccord avec les énoncés suivants?

L'éducation publique est un pilier fondamental de l'égalité

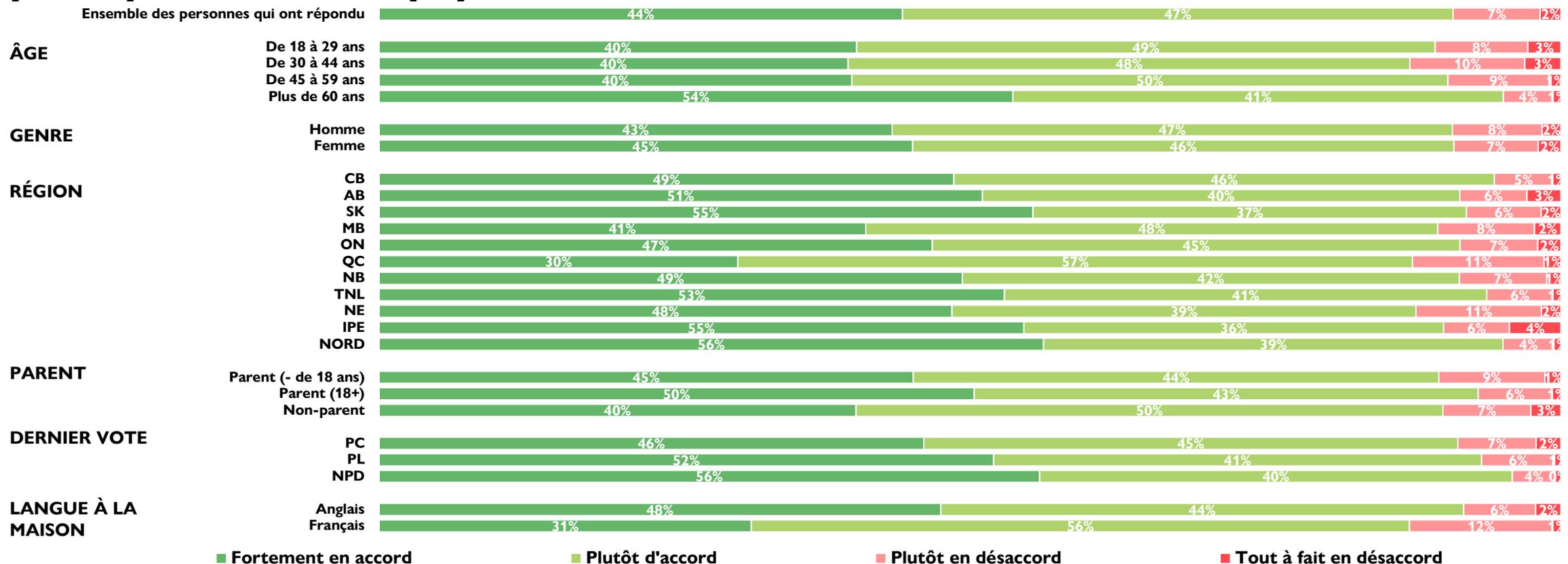


Ensemble des personnes qui ont répondu | n=2 000



Êtes-vous en accord ou en désaccord avec les énoncés suivants?

Le système d'éducation publique est l'une des plus importantes institutions publiques de notre pays

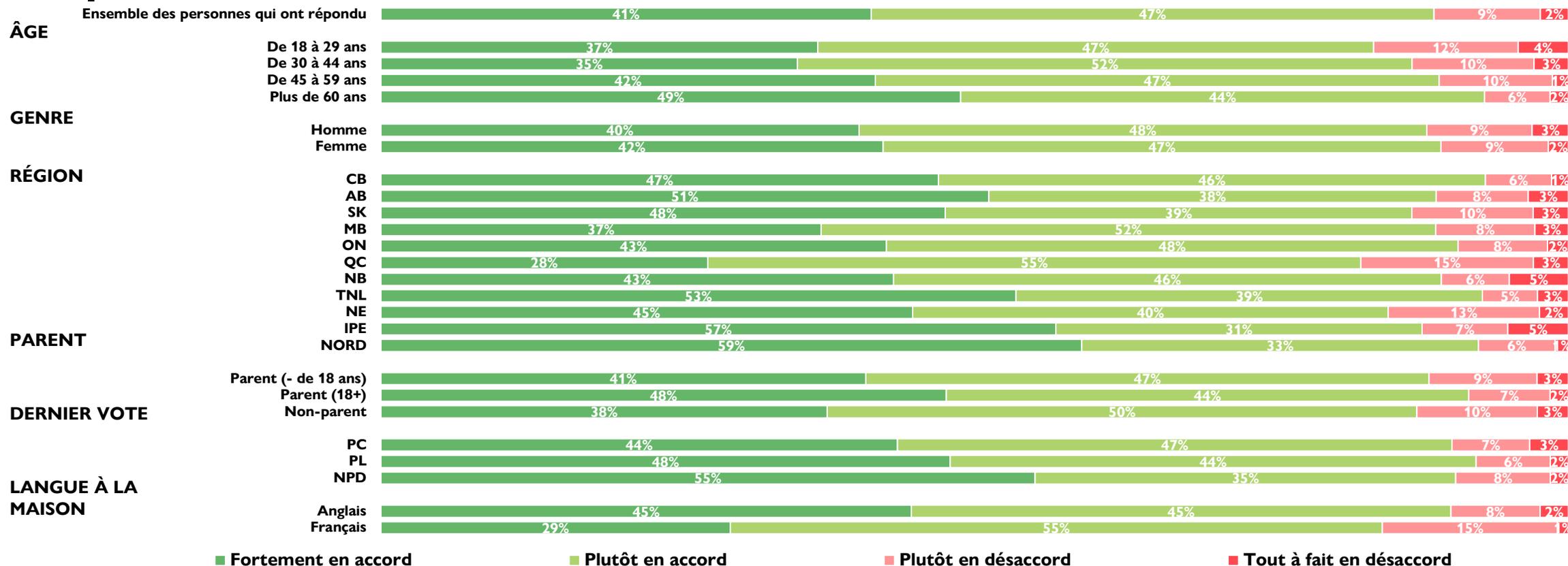


Ensemble des personnes qui ont répondu | n=2 000



Êtes-vous en accord ou en désaccord avec les énoncés suivants?

L'éducation publique est l'une des plus importantes dépenses publiques de ma province ou de mon territoire



Ensemble des personnes qui ont répondu | n=2 000



Êtes-vous en accord ou en désaccord avec les énoncés suivants?

L'éducation publique de grande qualité financée par l'État fait partie de l'identité canadienne



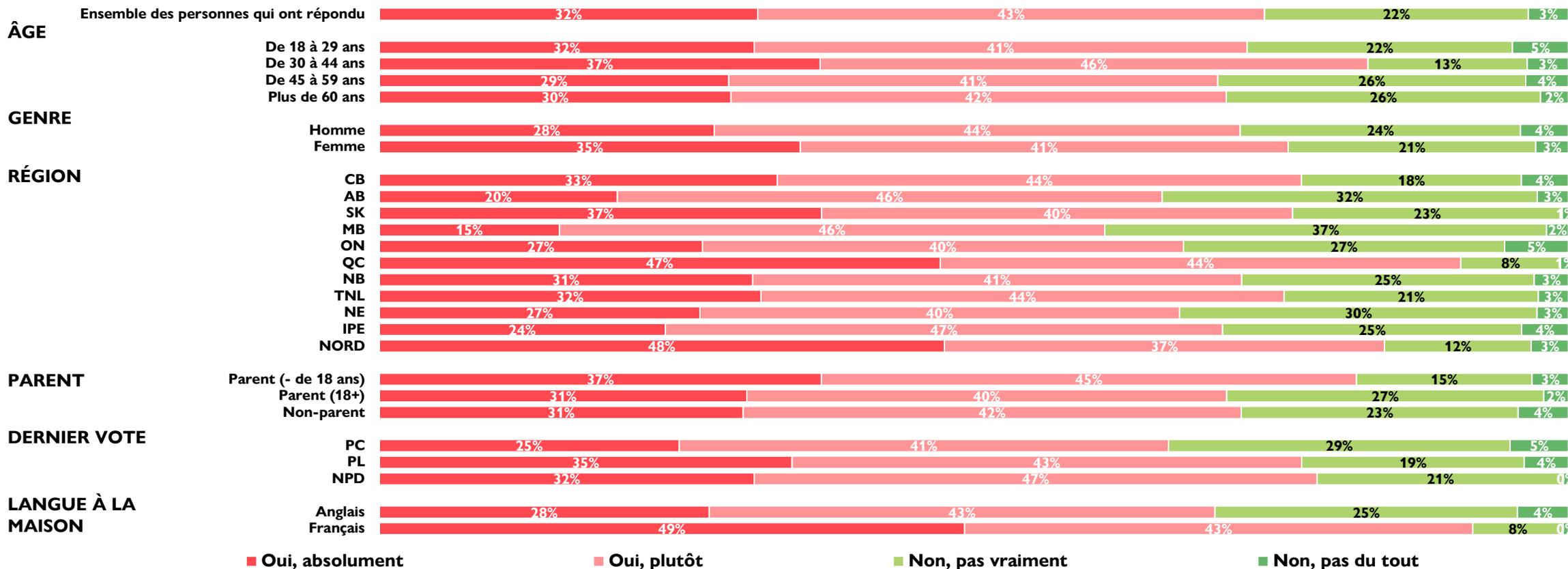
Ensemble des personnes qui ont répondu | n=2 000

ANNEXE – Questions de la première phase



En fonction de ce que vous en savez, diriez-vous qu'il y a une pénurie d'enseignantes et enseignants dans votre collectivité?

Pénurie d'enseignantes et enseignants dans votre collectivité

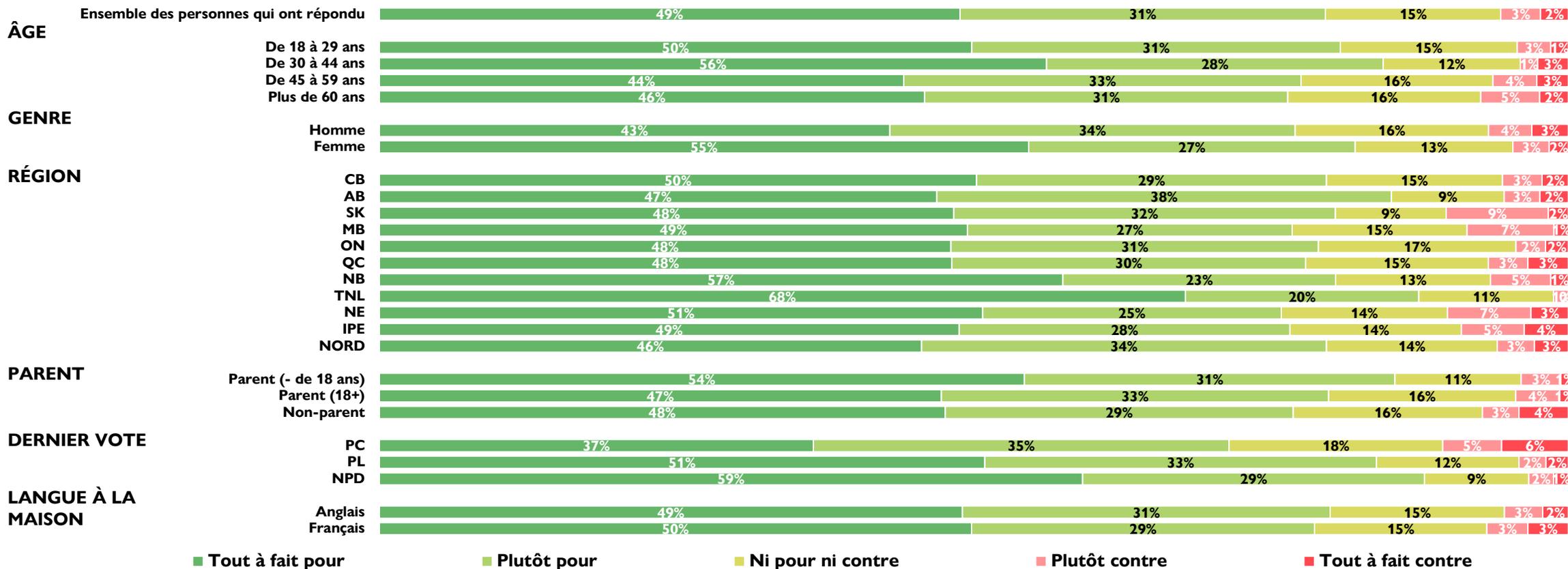


Ensemble des personnes qui ont répondu | n=2 000



Êtes-vous pour ou contre ce qui suit? *Un programme universel d'alimentation scolaire financé par l'État visant à assurer à tous les élèves, de la maternelle à la 12^e année, un accès à une alimentation saine à l'école*

Programme universel d'alimentation scolaire financé par l'État

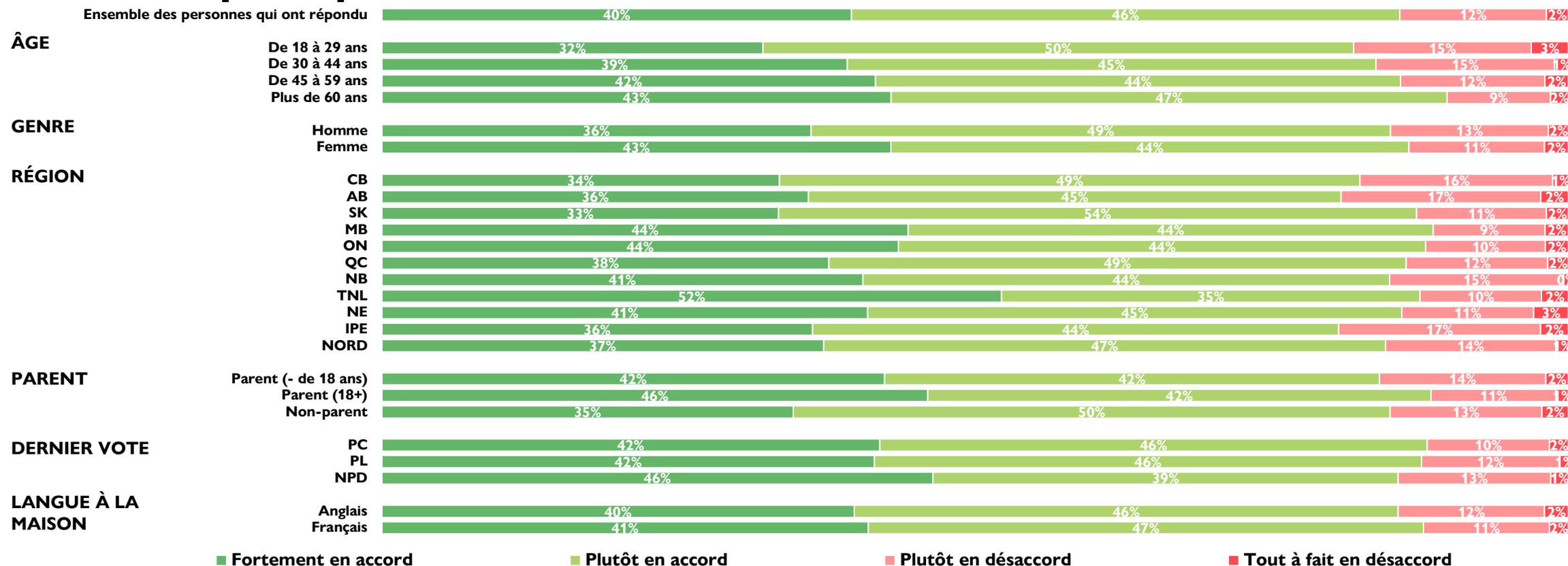


Ensemble des personnes qui ont répondu | n=2 000



Êtes-vous en accord ou en désaccord avec les énoncés suivants?

Je crains que le degré de violence (nombre et sévérité des incidents) dans les écoles publiques soit à la hausse

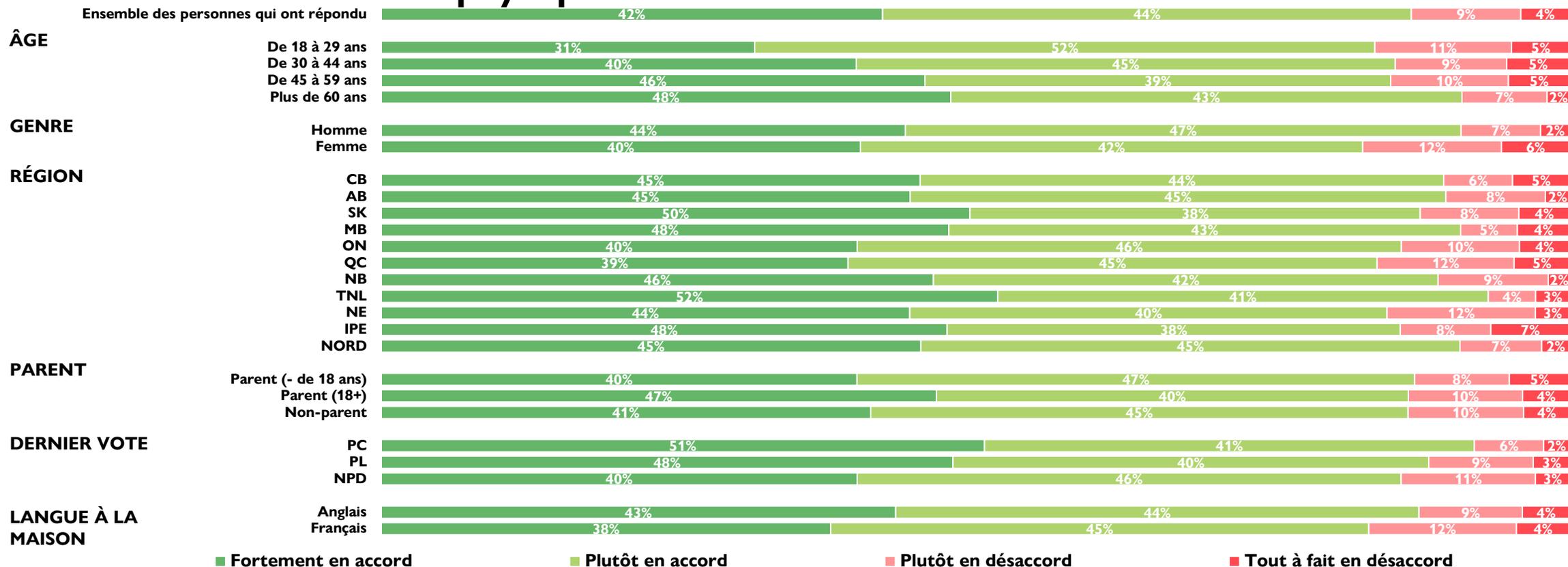


Ensemble des personnes qui ont répondu | n=2 000



Êtes-vous en accord ou en désaccord avec les énoncés suivants?

Lorsqu'un ou une élève use de violence physique à l'endroit d'une autre personne, les enseignantes et enseignants ainsi que les autres membres du personnel scolaire devraient avoir le droit d'intervenir physiquement si nécessaire



Ensemble des personnes qui ont répondu | n=2 000



Êtes-vous en accord ou en désaccord avec les énoncés suivants?

La protection et la sécurité des données des élèves et du personnel enseignant relèvent des gouvernements provinciaux



Ensemble des personnes qui ont répondu | n=2 000



Êtes-vous en accord ou en désaccord avec les énoncés suivants?

Les parents, les élèves et les éducateurs et éducatrices du système d'éducation publique devraient avoir le droit de consentir à l'utilisation qui est faite de leurs données et au moment où elles sont utilisées

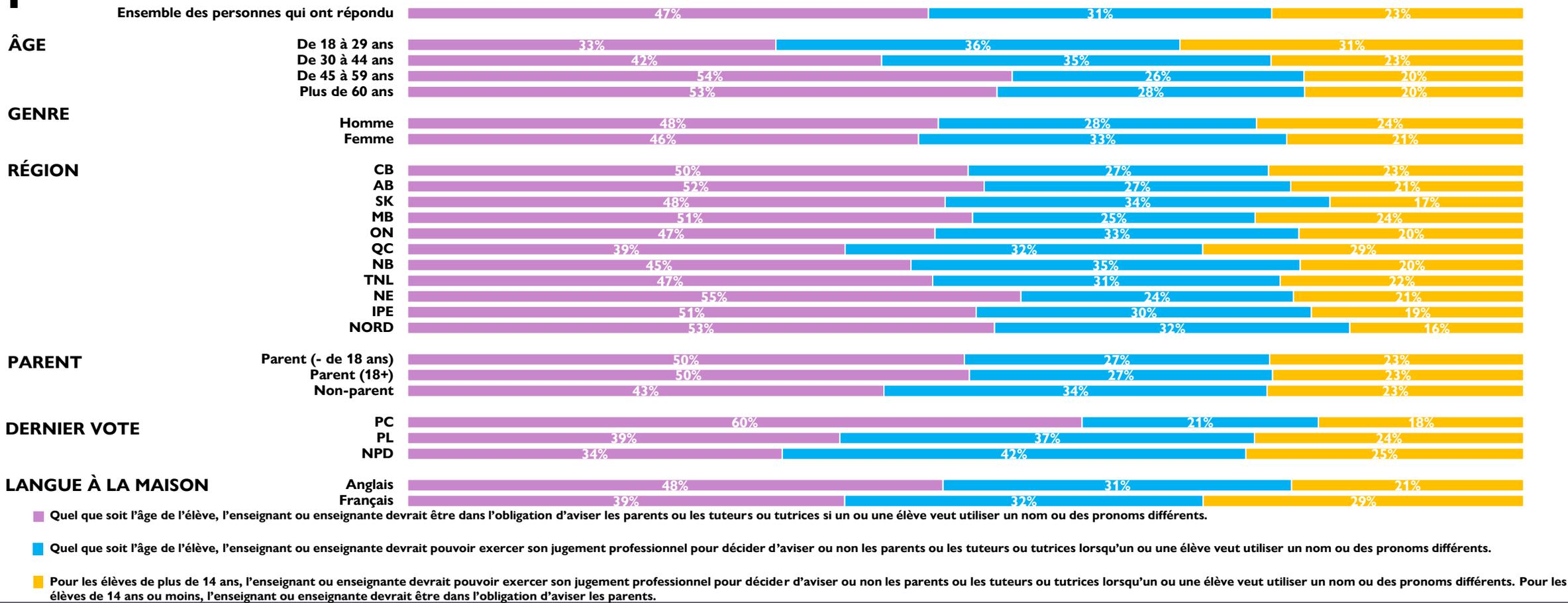


Ensemble des personnes qui ont répondu | n=2 000



En vertu des politiques adoptées par certaines provinces, les enseignantes et enseignants sont tenus d'obtenir la permission d'un parent ou d'un tuteur ou d'une tutrice lorsqu'un ou une élève veut utiliser un nom ou des pronoms différents. Suivant les politiques en vigueur dans d'autres provinces, les enseignantes et enseignants peuvent exercer leur jugement professionnel pour décider d'aviser ou non les parents ou les tuteurs ou tutrices lorsqu'un ou une élève veut utiliser un nom ou des pronoms différents. Quelle approche préférez-vous?

Politiques concernant l'utilisation par les élèves d'un nom ou de pronoms différents



Ensemble des personnes qui ont répondu | n=2 000